



Encourager les parrainages communautaires à travers l'Europe



Cofinancé par le Fond Asile,
Migration et Intégration de
l'Union européenne



caritas europa



LE RÉSEAU SHARE

Faisant partie du *Réseau européen de réinstallation (European Resettlement Network - ERN)*, le *réseau SHARE* promeut les partenariats pour l'inclusion des réfugiés dans les communautés locales de toute l'Europe. Mis sur pied en mars 2012 et dirigé par ICMC Europe, le réseau SHARE met une plateforme d'échange et d'apprentissage mutuels à disposition des acteurs locaux et régionaux qui travaillent sur des initiatives de réinstallation ou envisagent de le faire, et des défenseurs d'une meilleure et plus grande réinstallation, et de voies complémentaires en Europe.

Le projet d'intégration 2018-2019 de SHARE, cofinancé par l'Union européenne par le biais du Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI), est un programme d'activités dynamique de deux ans aux niveaux européen, national et local. Cette publication est rédigée dans le cadre de ce projet.

LE GROUPE DE TRAVAIL SHARE SUR LE PARRAINAGE COMMUNAUTAIRE

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des programmes de parrainage communautaire et d'identifier les bonnes pratiques, le groupe de travail SHARE sur le parrainage communautaire a été mis sur pied par ICMC Europe et Caritas Europa et comprend quatre organisations supplémentaires : Consorzio Communitas/Caritas Italiana, Caritas Salford, Caritas International (Caritas Belgique) et le Secours Catholique Caritas France (SCCF). Plusieurs de ces organisations prennent part aux programmes de parrainage communautaire existant en Belgique, en France, en Italie et au Royaume-Uni. Cette publication s'appuie sur des *recherches* précédentes réalisées par ICMC Europe au sein du réseau européen de réinstallation et sur le résultat de la *conférence d'ICMC Europe*, qui a rassemblé un large éventail d'organisations religieuses d'Europe et du Canada. Cette publication se base également sur de nombreuses pratiques de parrainage communautaire mise en œuvre par Caritas et d'autres partenaires. Des recherches documentaires ainsi que des entretiens qualitatifs avec des bénévoles et des organisations impliquées dans le parrainage ont été utilisés pour analyser les programmes passés et présents et pour formuler des recommandations sur la manière de rendre les programmes futurs plus durables.

LA COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE POUR LES MIGRATIONS (ICMC)

La *Commission internationale catholique pour les migrations (International Catholic Migration Commission - ICMC)* sert et protège les personnes déracinées - réfugiés, personnes déplacées dans leur propre pays et migrants - quelles que soient leur religion, leur race, leur ethnie ou leur nationalité. Depuis sa fondation en 1951, ICMC a identifié et accompagné plus d'un million de réfugiés dans leur réinstallation. En outre, ICMC fournit du personnel spécialisé en réinstallation au HCR pour ses activités sur le terrain dans le cadre du programme ICMC-HCR de déploiement en matière de réinstallation. Par le biais de ses bureaux en Turquie, le Centre d'aide aux réfugiés traite la réinstallation des réfugiés

vers les États-Unis et l'Europe. Les bureaux d'ICMC Europe à Bruxelles travaillent à la promotion et à l'expansion des capacités de réinstallation et d'intégration locale en Europe.

CARITAS EUROPA

La force unie des 49 membres de *Caritas Europa*, basés dans 46 pays européens, en fait l'un des acteurs sociaux majeurs en Europe. Nous nous engageons ardemment à analyser et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'à promouvoir un véritable développement humain intégral, la justice sociale et des systèmes sociaux durables en Europe et dans le monde. C'est pour cette raison que Caritas Europa cherche à remettre en question l'image négative des migrations ainsi que les politiques qui visent à les limiter, à accroître les contrôles aux frontières et à limiter l'accès des migrants et réfugiés aux droits fondamentaux et à la protection.

REMERCIEMENTS

Nous voulons sincèrement remercier tous les professionnels, bénévoles et réfugiés qui ont été interviewés et qui ont contribué à cette publication. Nous souhaitons en particulier exprimer notre gratitude aux membres du groupe de travail SHARE sur le parrainage communautaire : Anne Dussart et Sofie De Mot (Caritas International en Belgique), Daniele Albanese (Consorzio Communitas/Caritas Italiana), Juliette Delaplace (Caritas France), Mark Wiggin et Sean Ryan (Caritas Diocese of Salford), ainsi qu'aux experts qui ont contribué au groupe de travail : Benjamin Serven et Clotilde Giner (Ordre de Malte France), Ilaria Schnyder von Wartensee (University of Notre Dame, États-Unis), Tim Finch (Citizens UK), Oliviero Forti (Consorzio Communitas/Caritas Italiana), Jackson Damien (Irish Council of Churches) et Elena Knezevic et Eva Lutter (Caritas Germany).

PRINCIPALES AUTEURES

Leïla Bodeux (Caritas Europa), Maya Perlmann et Eleonora Frasca (ICMC Europe), avec le soutien de Petra Hueck (ICMC Europe) et de Shannon Pfohman (Caritas Europa).



© ICMC Europe et Caritas Europa, 2019
Publié dans le cadre du réseau SHARE, www.resettlement.eu.
Conçu par Switch ASBL. Photo de couverture: Max Hirzel-Haytham

Avant-propos

« Transformer la vie de ceux qui ont tout perdu, tout en transformant l'unité et la vitalité de toute votre communauté pour que résonnent blagues, rires et chansons... Comment ne pas apprécier cela ? »

— Sean Ryan, coordinateur national des parrainages communautaires chez Caritas au Royaume-Uni

Bien que les arrivées spontanées de migrants en Europe aient considérablement diminué au cours de l'année dernière, le débat sur la migration et les réfugiés reste une préoccupation politique majeure. Dans un contexte polarisé où les migrants servent souvent de boucs émissaires et sont considérés comme les coupables des difficultés sociales et économiques auxquelles de nombreux citoyens sont confrontés, l'objectif de cette publication est de montrer des exemples de citoyens de toute l'Europe qui contribuent à la création d'une Europe plus accueillante et diffusent un message plus positif.

Cette publication analyse les programmes de parrainage communautaire qui voient actuellement le jour. Ces parrainages constituent des actes de solidarité pratiques envers les personnes qui ont besoin de protection. Faisant écho à la position ferme du Pape François d'accueillir, de protéger, de promouvoir et d'intégrer les migrants (les « quatre verbes ») et à son appel à toutes les communautés d'Europe qu'il invite à accueillir une famille de réfugiés, des programmes pilotes de parrainage communautaire visant à accueillir des réfugiés ont vu le jour dans toute l'Europe.

Ces programmes répartissent les responsabilités entre l'État, les communautés locales et d'autres acteurs afin d'amener en toute sécurité en Europe les personnes qui fuient la guerre et le conflit en Syrie ou au Soudan, par exemple, et de les soutenir tout au long de leur accueil et de leur intégration. Certains programmes de parrainage, surnommés « couloirs humains », reposent sur l'octroi de visas humanitaires alors que d'autres s'inscrivent dans le cadre des programmes de réinstallation du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Les petites communautés locales sont le moteur du parrainage communautaire. Des citoyens ordinaires, les communautés locales et les acteurs sur le terrain, comme les ONG, les églises, d'autres organisations religieuses ou organismes publics, accompagnent les réfugiés dès leur premier jour sur le territoire. Le but est de les aider à s'épanouir dans leur nouvelle maison, leur nouvelle école,

leur nouvel emploi, etc. Les réfugiés sont présentés aux amis, à la famille et aux voisins de leurs parrains, qui les accueillent dans leur vie et dans leur communauté. Excursions, repas-partage, concerts, bénévolat dans des associations locales... Voilà quelques exemples d'activités qui peuvent créer, par effet domino, de longues amitiés au sein d'une communauté plus large. Favoriser les rencontres humaines et briser les barrières de la communication entre des personnes d'horizons très différents est l'un des points forts des programmes de parrainage communautaire. Outre faciliter l'intégration, le parrainage communautaire peut également être un facteur de création de sociétés plus tolérantes et plus inclusives, même dans de petites municipalités qui ont eu auparavant peu l'habitude d'accueillir des réfugiés.

Lorsqu'ils sont bien conçus, les programmes de parrainage ont le potentiel d'accroître le nombre de places de protection en Europe. Cela peut contribuer au Pacte mondial pour les réfugiés qui vise à élargir les voies de réinstallation et de protection complémentaire, y compris le regroupement familial et les programmes de parrainage communautaire qui sont additionnels à la réinstallation habituelle. Nous espérons que les expériences de solidarité et de rencontre humaine inspirantes qui sont présentées brièvement dans cette publication encourageront les gouvernements à augmenter le nombre d'admissions de réfugiés et à favoriser leur intégration en Europe, tout en laissant les rênes aux citoyens et aux communautés locales pour créer des sociétés plus accueillantes.



Maria Nyman
Secrétaire Générale de Caritas
Europa



Robert Vitillo
Secrétaire Général de la
Commission Internationale
Catholique pour les Migrations
(CICM)

Promouvoir les parrainages communautaires à travers l'Europe

Table des matières

Résumé	5
Chapitre 1: Les parrainages communautaires dans le contexte de l'accroissement des besoins de protection dans le monde	6
L'accroissement des besoins de protection dans le monde et l'accès restreint à l'Europe	6
Voies sûres et légales et Pacte mondial pour les réfugiés (PMR)	6
La réinstallation comme solution durable	7
Une dynamique s'amorce en vue de créer des voies complémentaires et des parrainages communautaires	8
Une meilleure inclusion dans un contexte de polarisation au sujet des migrations	10
Concevoir les programmes de parrainage communautaire : quelles sont les principales questions ?	11
Chapitre 2 : Le parrainage communautaire en Europe	13
Origine et évolution des parrainages communautaires en Europe	13
Programmes de regroupement familial, à partir de 2013	13
Couloirs humanitaires, à partir de 2015	16
Programmes de parrainage communautaire basés sur la réinstallation, à partir de 2016	19
Initiatives qui présentent des éléments du parrainage	22
Étude de cas	24
Chapitre 3: Favoriser la cohésion sociale par le parrainage communautaire	28
Promouvoir l'accueil dans de petites municipalités et zones rurales	28
Préparation des réfugiés et des communautés d'accueil avant l'arrivée	30
Conclure des partenariats locaux par le biais d'un engagement multi-acteurs	31
« Matching » des réfugiés parrainés avec les communautés d'accueil	32
Engagement interculturel après l'arrivée	33
Cours de langue et accès à l'emploi	34
Chapitre 4: Perspective d'analyse et voie à suivre	36
Voies complémentaires et supplémentaires à la réinstallation	36
Cadre de partenariat et complémentarité avec les responsabilités de l'État en matière d'asile	37
Coordination des acteurs de la société civile	39
Normes et contrôle de qualité	40
Qui parrainer ? La question de la « nomination »	42
Conclusions et recommandations	44
Notes de fin	49

Résumé

Cette publication examine le parrainage communautaire dans le contexte politique plus large des voies de migration légales en Europe. Les programmes de parrainage communautaire permettent d'accueillir les réfugiés en répartissant les responsabilités entre l'État, les pouvoirs publics régionaux et locaux et les acteurs privés. Ces programmes se sont multipliés en Europe et ont un potentiel énorme pour élargir l'admission de réfugiés en Europe de manière sûre et légale. De plus, les programmes de parrainage apportent aux réfugiés un soutien sur mesure dans leur réinstallation au sein de communautés locales, ce qui facilite leur intégration et leur inclusion sociale en douceur et crée des communautés accueillantes – et, en fin de compte, crée un narratif plus positif sur les réfugiés et les migrants.

Les programmes de parrainage favorisent de nouveaux partenariats entre les gouvernements et les acteurs privés. Alors que la réinstallation a jusqu'à présent été menée principalement par l'État, le parrainage communautaire fait intervenir les citoyens, qui s'engagent à donner de leur temps, de leur énergie et, souvent, de l'argent, pour accueillir et aider une personne ou une famille qui doit être réinstallée. Avec l'adoption du Pacte mondial pour les réfugiés et la Stratégie triennale sur la réinstallation et les voies complémentaires, le moment est venu de développer et d'investir dans le parrainage communautaire.

Cette publication analyse la mise en œuvre de trois approches du parrainage communautaire que nous avons identifiées dans plusieurs pays européens. Ayant vu le jour en 2013 et continuant leurs activités aujourd'hui encore, ces programmes ont permis d'apporter un soutien principalement aux Syriens et Irakiens, mais aussi aux Érythréens et aux Soudanais. Les trois approches concernent des parrainages liés au regroupement familial étendu en Allemagne, en Irlande et en France, les Couloirs Humanitaires en Italie, en France et en Belgique, qui reposent sur des accords avec les États receveurs qui délivrent un certain nombre de visas humanitaires, et, enfin, l'accueil des réfugiés identifiés et référés par le HCR au Royaume-Uni, en Allemagne et en Irlande.

Divers éléments de ces programmes sont des réussites et devraient donc être reproduits. Les leçons tirées de chacune de ces expériences nous ont permis de formuler des recommandations quant à la mise en place d'un parrainage communautaire durable dans les années à venir. À partir des informations fournies par les membres du groupe de travail SHARE sur le parrainage communautaire, nous examinons un certain nombre de questions essentielles pour son avenir. Comment les programmes de parrainage peuvent-ils créer de nouvelles voies d'admission sûres et légales pour les réfugiés ? Dans quelle mesure les programmes de parrainage peuvent-ils améliorer l'inclusion sociale ? Quels arrangements pratiques et cadres de partenariat sont-ils nécessaires pour mettre en place des mécanismes de contrôle de qualité afin de garantir le bien-être des réfugiés parrainés ?

Cette analyse nous amène à proposer plusieurs recommandations. Premièrement, des objectifs et cibles clairs en matière de voies complémentaires et de réinstallation doivent être fixés pour améliorer la transparence. De même, le cadre de partenariat entre les acteurs de la société civile et l'État devrait également définir clairement le rôle et les responsabilités de tous les acteurs, la durée de l'aide apportée et les mécanismes de sauvegarde en place. Il est également nécessaire d'améliorer la transparence des critères d'identification et de sélection des réfugiés parrainés et nous estimons que les programmes devraient cibler à la fois les réfugiés vulnérables et les cas liés au regroupement familial. En outre, les droits garantis par la loi doivent être clairement communiqués d'emblée aux réfugiés parrainés. Autre point important : les programmes de parrainage communautaire devraient venir compléter, et non remplacer, les services publics ; cela demande des investissements durables de la part des 9 gouvernements dans les logements sociaux et l'accueil des réfugiés afin d'éviter la discrimination entre les différents groupes et de renforcer la cohésion sociale. Enfin, la société civile doit être le principal acteur à gérer et élaborer les programmes et à garantir des parrainages de haute qualité. Les acteurs de la société civile doivent se coordonner, à la fois entre eux et avec le gouvernement, et recevoir des financements adéquats de la part des États ainsi que de l'UE et d'autres parties prenantes.

Des programmes de parrainage privé bien conçus peuvent contribuer à accroître le nombre d'admissions de réfugiés en Europe, à améliorer les résultats en matière d'intégration et à créer des sociétés plus tolérantes et plus accueillantes. Pour que cela se produise, les décideurs politiques européens et nationaux doivent saisir cette opportunité et faire appel au désir accru des citoyens de contribuer de manière proactive à la protection et à l'intégration des réfugiés.

Les parrainages communautaires dans le contexte de l'accroissement des besoins de protection dans le monde

L'ACCROISSEMENT DES BESOINS DE PROTECTION DANS LE MONDE ET L'ACCÈS RESTREINT À L'EUROPE

Le nombre de personnes qui ont besoin de protection en raison de persécutions, de conflits, de violences ou de violations des droits humains a radicalement augmenté au cours des dernières années. Selon le HCR, plus de 70 millions de personnes ont été forcées de fuir leur pays d'origine dans le monde en 2018, ce qui signifie que 37 000 personnes sont déplacées tous les jours.^[1] Les solutions durables sont rares pour les réfugiés. La plupart des réfugiés restent en déplacement prolongé, ce qui se définit comme une situation dans laquelle 25 000 réfugiés ou plus d'une même nationalité sont en exil dans un certain pays pour cinq ans ou plus,^[2] avec peu d'espoir immédiat de retourner dans leur pays d'origine.

Contrairement à ce que les médias diffusent en Europe, où ils insinuent que le nombre d'arrivées en Europe est élevé, 85 % des réfugiés dans le monde vivent en fait dans l'hémisphère sud. La Turquie est le pays qui accueille le plus de réfugiés, avec 3,7 millions, et est suivie par le Pakistan (1,4 million) et l'Ouganda (1,2 million). Au Liban, une personne sur six est un réfugié.^[3] En comparaison, en Europe, les migrants non européens ne représentent que 4 % de la population totale et, parmi eux, les réfugiés ne représentent qu'environ 0,4 % de la population totale.^[4]

Chaque année, dans le monde, moins d'un pour cent des réfugiés se voient proposer une réinstallation, une solution durable dans un pays tiers. Sans autre recours, ceux qui ont besoin de protection s'embarquent donc dans un dangereux voyage, souvent aux mains de passeurs et trafiquants, et risquent souvent d'être détenus et vivent dans des conditions dramatiques lors de leur transit, surtout en Libye. De plus, le renforcement de la gestion externe des migrations et des contrôles aux frontières s'est traduit par une baisse sensible des arrivées en Europe au cours de l'année écoulée. En 2018, près de 145 000 migrants sont arrivés en Europe, alors qu'ils étaient plus de 390 000 en 2016.^[5] Les restrictions imposées aux activités de recherche et de sauvetage ainsi que l'accès limité aux ports européens ont fait baisser le nombre d'arrivées en Europe, mais augmenter le nombre de morts. En 2018, 2275 personnes ont perdu la vie ou ont été portées disparues dans la Méditerranée dans leur tentative d'atteindre l'Europe, soit six décès par jour en moyenne,^[6] ce qui souligne le besoin urgent de mettre au point des solutions, meilleures et plus nombreuses, dans les mois et années à venir.

VOIES SÛRES ET LÉGALES ET PACTE MONDIAL POUR LES RÉFUGIÉS (PMR)

Dans le contexte européen, des voies d'admission sûres et légales, comme la réinstallation et les voies complémentaires, sont des solutions importantes aux défis complexes. Cette publication se concentrera principalement sur le parrainage communautaire, mais il est important de garder le contexte mondial en tête.

Dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants,^[7] les États membres de l'ONU ont convenu d'envisager le développement

et l'expansion de la réinstallation et des voies complémentaires. À partir de cet engagement, le Pacte mondial pour les réfugiés,^[8] adopté par l'assemblée générale de l'ONU en décembre 2018, reconnaît que les voies complémentaires d'admission des réfugiés peuvent faciliter l'accès à la protection et expriment la solidarité envers les pays et communautés d'accueil. Les États signataires sont convenus d'élaborer une stratégie triennale (2019-2021) sur la réinstallation et les voies complémentaires,^[9] qui vise à proposer davantage de places disponibles pour les réfugiés de manière plus systématique, organisée et durable ainsi qu'à intégrer des dispositifs de protection adéquats.

Cette stratégie a pour but d'accroître le nombre de solutions pour les réfugiés disponibles dans les pays tiers et de guider les engagements et contributions qui seront faites lors du premier Forum mondial sur les réfugiés qui aura lieu en décembre 2019. En tant que telle, l'approche multi-acteurs et de partenariats avec la société civile, les communautés locales, les réfugiés, le secteur privé, les institutions universitaires et d'autres partenaires en dehors de la sphère humanitaire traditionnelle est un aspect clé des voies complémentaires.

LA RÉINSTALLATION COMME SOLUTION DURABLE

La réinstallation est l'une des trois solutions durables principales pour les réfugiés, avec le retour dans leur pays d'origine et l'intégration locale dans le pays de premier asile. La réinstallation désigne la sélection et le transfert de réfugiés de l'État dans lequel ils ont cherché la protection à un autre État où ils ont droit à la protection en raison du principe de non-refoulement^[10], et où ils se voient attribuer le statut de résident permanent et ont l'opportunité de devenir en fin de compte citoyens par naturalisation. La réinstallation est un programme sur une base volontaire, dans le cadre duquel les gouvernements sélectionnent les réfugiés à réinstaller qui sont référés par le HCR en fonction des catégories de soumissions pour la réinstallation du HCR.^[11]



© Pauline Willot/Caritas Belgique

Le nombre de places de réinstallation dans le monde est bien loin de répondre aux besoins mondiaux en matière de solutions durables. Le HCR estime que 1,4 million de réfugiés ont besoin d'être réinstallés en 2019 (soit une augmentation de 17% par rapport à 2018), alors que seuls 92 400 réfugiés ont été réinstallés en 2018.^[12] La restriction récente du programme de réinstallation américain a considérablement contribué à la diminution du nombre de places de réinstallation disponibles au cours des dernières années. En revanche, même si le nombre de réfugiés réinstallés en Europe reste faible, les programmes de réinstallation dans des pays européens se sont en fait développés au cours des dernières années.

Le premier programme de réinstallation européen a été lancé en 2015 et a attribué des financements européens aux États pour chaque réfugié réinstallé dans le pays en question, à hauteur de 5000 ou 10 000€ (montant forfaitaire) par réfugié réinstallé, en fonction du pays de départ. Plus récemment, à la suite de la recommandation de la Commission européenne, les États membres de l'UE se sont engagés à réinstaller 50 000 réfugiés d'ici octobre 2019.^[13] Afin d'harmoniser les efforts de réinstallation et d'améliorer la coopération, un règlement sur le cadre européen de réinstallation a également été proposé dans le cadre de la réforme du régime d'asile européen commun (RAEC). Selon la Commission européenne, entre 2015 et 2017, 27 800 personnes ont été

réinstallées en Europe et, au mois de juin 2019, 32 071 réfugiés ont été réinstallés dans le cadre du programme européen qui vise à réinstaller 50 000 réfugiés.^[14] Ces deux programmes ont connu une croissance considérable au cours des années précédentes.^[15] Il est toutefois utile de remarquer que si des engagements importants ont été faits en France, en Allemagne et en Suède, globalement, les engagements de la plupart des pays étaient assez modérés et certains pays européens ont décidé de ne pas participer à ces programmes.^[16] En outre, s'il est vrai que l'augmentation du nombre de réinstallations en Europe doit être applaudie, la contribution européenne aux réinstallations mondiales reste modeste en comparaison aux besoins mondiaux.

Malheureusement, plusieurs gouvernements détournent également la réinstallation de ses fonctions humanitaires et de protection durable et l'utilisent comme un « outil de gestion des migrations » stratégique, dans le cadre duquel la réinstallation des réfugiés se concentre sur les pays qui coopèrent avec l'UE en vue de réduire le nombre d'arrivées irrégulières (notamment l'accord entre l'UE et la Turquie). En même temps, certains pays impliqués dans la réinstallation ferment les frontières de l'UE afin d'éviter les arrivées spontanées de demandeurs d'asile. Il existe donc un risque accru de voir les voies sûres et légales, comme la réinstallation, instrumentalisées comme outil de négociation en vue d'éviter les migrations irrégulières et même de violer le droit de demander l'asile des personnes qui viennent en Europe spontanément.

UNE DYNAMIQUE S'AMORCE EN VUE DE CRÉER DES VOIES COMPLÉMENTAIRES ET DES PARRAINAGES COMMUNAUTAIRES

Tout comme la réinstallation, les voies complémentaires d'admission se sont développées au cours des dernières années en réaction au conflit en Syrie, reflétant le désir accru des gouvernements et des acteurs de la société civile de participer directement au soutien apporté aux réfugiés. Plusieurs pays européens ont lancé des programmes d'admission humanitaire afin de sortir les personnes qui ont besoin de protection des régions en conflit (par exemple de Syrie ou d'Irak) ou à des fins de regroupement familial. Les autres voies complémentaires incluent par exemple les bourses d'études, les visas humanitaires et les programmes de mobilité professionnelle.

C'est initialement l'Allemagne qui a ouvert la voie en Europe et fourni en 2013-2014 35 000 places de protection par le biais d'admissions humanitaires.^[17] Des programmes d'admission humanitaire ont également été mis en place en Autriche, en France, en Irlande, en Suisse et ailleurs, tandis que des bourses d'études ont été accordées en Allemagne, en France, au Portugal et en République tchèque.^[18] En outre, et il s'agit là de l'élément principal abordé dans cette publication, des initiatives de parrainage privé ou communautaire ont également été menées au Royaume-Uni, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Belgique et en France. De nombreux programmes de parrainage récents associent différents éléments venant des programmes mentionnés et ne peuvent pas être classés facilement dans une catégorie spécifique. Il est donc important de définir le concept de parrainage communautaire ainsi que la terminologie associée.

Le parrainage privé ou communautaire est bien connu comme venant du Canada, où le Programme de parrainage privé de réfugiés (PPPR) existe depuis 1978. En Europe, le parrainage communautaire est un concept flexible qui recoupe souvent la réinstallation, les visas humanitaires et le regroupement familial. Des recherches précédentes^[19] ont défini le parrainage privé comme un « partenariat public-privé entre les gouvernements, qui facilitent l'admission légale des réfugiés, et les acteurs privés, qui apportent un soutien financier, social et/ou émotionnel aux réfugiés pour les admettre, les recevoir et les installer au sein de la communauté ».

Le parrainage communautaire est donc caractérisé par une répartition des rôles et des frais entre le gouvernement et les acteurs privés et octroie aux acteurs privés un rôle majeur dans l'accueil des réfugiés au sein de leur communauté locale. Les responsabilités des uns et des autres sont définies dans un cadre (par exemple une réglementation gouvernementale ou un protocole d'accord) qui établit (de manière plus ou moins flexible, en fonction du modèle) les obligations, la durée de celles-ci et les cadres de mise en œuvre aux niveaux national et local. Ces programmes de parrainage communautaire, qui donnent à des groupes de citoyens la possibilité d'accueillir un réfugié ou une famille de réfugiés et leur permet ainsi de jouer un rôle actif dans l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, peuvent servir de catalyseur pour multiplier les solutions pour les réfugiés, renforcer le soutien aux réfugiés au niveau communautaire et, avec un peu de chance, combattre les discours négatifs sur les réfugiés et les migrants.

REMARQUE TERMINOLOGIQUE

Les termes « parrainage communautaire » et « parrainage privé » sont souvent utilisés pour désigner une seule et même chose. Dans cette publication, le terme « **parrainage communautaire** » est utilisé pour souligner le rôle essentiel des communautés locales dans les initiatives qui admettent, protègent et accueillent les réfugiés qui ont besoin de protection.

PROGRAMME DE PARRAINAGE PRIVÉ DE RÉFUGIÉS, CANADA

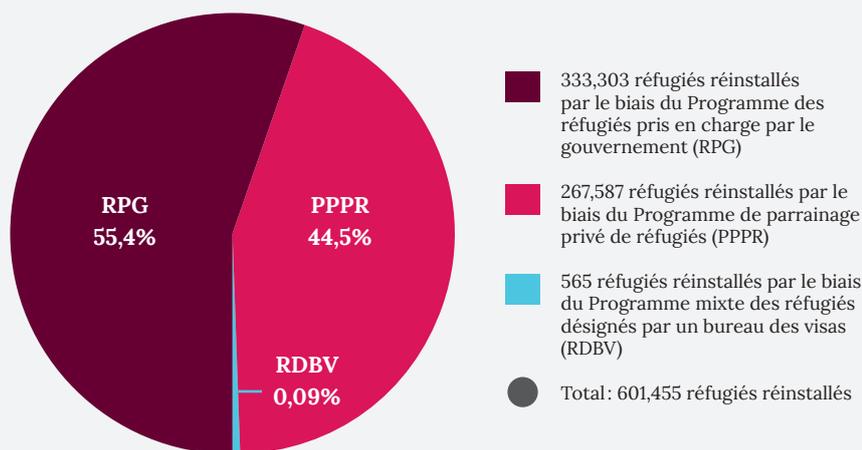
Le Programme de parrainage privé de réfugiés (PPPR) au Canada s'ajoute au programme de réinstallation traditionnel du pays, appelé Programme des réfugiés pris en charge par le gouvernement (RPG). Chacun des programmes se fixe des objectifs annuels (ou pluriannuels). Plus de 300 000 réfugiés ont été parrainés depuis 1978^[20] et, au cours des dernières années, les réfugiés parrainés dans ce cadre représentent 45 % des réinstallations totales du pays.^[21] Dans la plupart des cas, les parrains peuvent « nommer » ou identifier le réfugié qu'ils souhaitent aider à faire entrer au Canada. Par la suite, les réfugiés parrainés dirigent ou rejoignent souvent de nouveaux groupes de parrainage afin de faire entrer d'autres membres de leur famille au Canada. En conséquence, une grande majorité - jusqu'à 90 % - des réfugiés parrainés au Canada sont des regroupements familiaux.^[22] En 2013, le Canada a lancé un nouveau type de programme de parrainage, le Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas (RDBV), qui met en relation les réfugiés vulnérables identifiés par le HCR avec des groupes de parrainage. Les objectifs de ces trois programmes d'admission de réfugiés pour 2019 ont été fixés comme suit: RPG (réinstallation traditionnelle) - 9300; PPPR - 19 000 et RDBV - 1650.^[23] L'un des principaux bénéfices tirés du parrainage privé au Canada est l'amélioration des résultats en matière d'intégration.^[24] Le parrainage a également joué un rôle important dans la création d'une société plus accueillante et a favorisé le soutien général des citoyens aux réfugiés.^[25]

« Je suis née en 1939, j'ai donc 79 ans. Je me souviens parfaitement de la Seconde Guerre mondiale: les sirènes, courir pour nous abriter dans un abri antiaérien, pleurer la mort ou la disparition de pères d'amis, les énormes trous à la place de bâtiments et, bien sûr, le rationnement de la nourriture, et les coupons pour la nourriture et les vêtements. Nous voyons la destruction en Syrie à la télévision et nos cœurs se brisent. Donc, lorsque Felicity a suggéré que nous accueillions une famille, il était quasiment inévitable que je me rende à la réunion et que je me laisse entraîner. »

— Olive, une bénévole de l'un des groupes de parrainage au Royaume-Uni

Nombre total de réfugiés réinstallés au Canada de 1980 à 2015, répartis par programme (RPG, PPPR et RDBV)

De 1980 à 2015, le Canada a réinstallé 333 303 RPG, 267 587 PPPR et 565 réfugiés RDBV, ce qui représente un total de 601 455 réfugiés réinstallés.



Source: Gouvernement du Canada, *Évaluation des programmes de réinstallation (Programme des RPG, PPPR, Programme mixte des RDBV et PAR)*, 7 juillet 2016, www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/pub/reinstallation.pdf, p.9



© Elodie Perriot/Secours Catholique-Caritas France

UNE MEILLEURE INCLUSION DANS UN CONTEXTE DE POLARISATION AU SUJET DES MIGRATIONS

La valeur ajoutée potentielle du parrainage par rapport à l'intégration est particulièrement importante en Europe, où les gouvernements locaux et nationaux, en coopération avec la société civile, se heurtent à des questions telles que comment soutenir au mieux les nouveaux arrivants et faciliter l'intégration et la cohésion sociale. De nombreux pays ont vu des partis populistes s'opposer aux migrations et provoquer l'hostilité ainsi que des incidents violents à l'encontre de réfugiés et de migrants, ciblant en particulier les musulmans. Dans le même temps, de nombreux citoyens s'inquiètent des résultats et des politiques d'intégration: le sondage Eurobaromètre standard 2018 a permis de découvrir que 70% des Européens pensent qu'intégrer les immigrants est un investissement nécessaire à long terme pour leur pays.^[26] Bien que l'intégration soit une compétence nationale, les politiques et

les financements de l'UE ont l'objectif de soutenir les efforts des pays européens, par exemple par le biais du plan d'action 2016 de la Commission européenne pour l'intégration des ressortissants de pays tiers dont le but est d'étoffer et de renforcer les politiques d'intégration des États membres.^[27] De même, au niveau mondial, le Pacte mondial pour la migration, adopté par 164 pays, appelle à favoriser le développement de sociétés inclusives et cohésives, en permettant aux migrants de devenir des membres actifs de la société et en promouvant l'engagement réciproque des communautés d'accueil et des migrants. Dans ce contexte, une dynamique s'est amorcée au sein des communautés et des gouvernements en vue de développer le parrainage communautaire en Europe, ce qui promet d'accroître la diversité et la cohésion sociale au niveau communautaire ainsi que d'améliorer les résultats d'intégration.

S'inspirant de l'exemple canadien, et compte tenu de l'accroissement des besoins mondiaux en matière

de protection, plusieurs appels ont été lancés en faveur de la mise en place de programmes de parrainage communautaire. En septembre 2017, la Commission européenne a recommandé aux États membres de l'UE «d'examiner les manières de mettre au point des programmes de parrainage privé»,^[28] et, en octobre 2018, une étude de faisabilité,^[29] commandée par la Commission européenne, a examiné la manière dont l'UE peut soutenir le développement continu du parrainage en Europe. De plus, l'initiative mondiale de parrainage de réfugiés, lancée en décembre 2017 par le gouvernement canadien, en coopération avec l'Université d'Ottawa, le HCR, l'Open Society Foundations (ASF) et la Radcliffe Foundation, permet de partager les expériences en matière de parrainage au Canada afin de soutenir l'élaboration de modèles adéquats dans le monde entier. Enfin, comme susmentionné, le PMR s'appuie sur ces engagements.

« Participer à ce type de programme pour soutenir une famille permet aux membres du groupe d'accueil de créer des liens et aux résidents du village de voir les étrangers de manière positive. »

— Jacqueline Coutin, France

ÉTUDE DE FAISABILITÉ SUR LES PROGRAMMES DE PARRAINAGE

L'étude de faisabilité commandée par la Commission européenne analyse la faisabilité légale et opérationnelle et la valeur ajoutée du soutien européen aux programmes de parrainage. L'étude envisage quatre scénarios, de l'accroissement des capacités à l'élaboration de nouvelle législation européenne, en passant par le soutien financier. En conclusion, l'étude recommande à la Commission européenne de soutenir la diffusion des programmes de parrainage privé en multipliant les opportunités de financement pour les États et les organisations de la société civile (par exemple, grâce au futur fonds asile et migrations actuellement en négociation, ou au versement de montants forfaitaires de 6000 € - 10 000 € aux gouvernements, comme c'est le cas pour les programmes de réinstallation), et en mettant au point des outils de renforcement des capacités (par exemple, les formations, les échanges de pair à pair). L'étude de la Commission européenne ne recommande pas de modèle spécifique ni que les programmes de parrainage s'ajoutent à la réinstallation, mais laisse une grande flexibilité aux États membres pour qu'ils puissent fixer les objectifs des programmes de parrainage comme ils le souhaitent.

CONCEVOIR LES PROGRAMMES DE PARRAINAGE COMMUNAUTAIRE: QUELLES SONT LES PRINCIPALES QUESTIONS ?

Les programmes de parrainage communautaire se sont considérablement développés en Europe au cours des dernières années (un bref historique est présenté au chapitre deux), et ce sous différentes formes. Ces initiatives restent toutefois principalement des projets pilotes ad hoc et il reste encore à savoir comment garantir la durabilité des parrainages communautaires sur le long terme. Comment les programmes de parrainage peuvent-ils être conçus pour maximiser les réussites ? Et comment les communautés peuvent-elles tenir les gouvernements responsables du maintien de ces programmes ? À ce stade, six questions principales restent non résolues ou inexplorées dans le débat sur le parrainage communautaire :

1) **Favoriser l'inclusion et la cohésion sociales** : une question qui n'a pas encore été suffisamment examinée, en particulier dans le contexte européen, fait référence aux manières dont le parrainage communautaire peut renforcer la solidarité et l'inclusion sociales au niveau local. Le parrainage peut non seulement permettre l'intégration sociale et professionnelle des nouveaux arrivants, mais, grâce à la déconstruction de « la peur des étrangers », il peut également sensibiliser la population au sujet des réfugiés et ainsi contribuer à un changement de vision. Les programmes de parrainage doivent donc prendre en compte les mesures à mettre en place pour favoriser l'inclusion sociale au niveau local.

2) **Additionnalité** : les programmes de parrainage communautaire qui offrent une voie d'admission, en plus de la réinstallation, peuvent permettre d'accroître le nombre de réfugiés qui ont accès à une protection, ce qui améliore ainsi la répartition des responsabilités au niveau mondial. En même temps, le parrainage communautaire est aussi utilisé pour impliquer les citoyens et les communautés dans l'accueil et l'intégration des réfugiés. Il reste à savoir si le parrainage communautaire a pour but intrinsèque d'ajouter de nouvelles voies d'admission ou d'apporter un soutien à l'intégration locale, ou les deux.

3) **Le type de partenariat entre la société civile et le gouvernement (local ou national)** : les décideurs politiques et les professionnels doivent répartir entre eux les rôles et responsabilités et doivent définir le type de relation entre les différents acteurs impliqués ainsi que les rôles et responsabilités respectifs.

4) **Structures de coordination des acteurs de la société civile** : les différents programmes de parrainage ont mis sur pied différentes structures de coopération entre les groupes de parrainage, les bénévoles, les principaux parrains, les ONG et d'autres acteurs de la société civile. À l'avenir, les programmes de parrainage devront prendre en compte le type de structures qui fonctionnent le mieux en vue de garantir la durabilité et d'accroître le nombre d'initiatives.

5) **Garantir des normes minimales et un contrôle de qualité**: l'un des défis majeurs du parrainage est de trouver un équilibre entre réglementation et flexibilité, et les programmes à venir doivent trouver une façon de promouvoir l'innovation et la créativité tout en assurant des normes de qualité et un filet de sécurité pour les réfugiés vulnérables.

6) **Qui parrainer (le problème de la « nomination »)**: dans certains cas, le parrainage a permis le regroupement familial (voir par exemple l'encadré à propos du programme canadien, dans le cadre duquel seulement 8% des cas environ sont référés par le HCR). L'une des principales questions relatives au parrainage est donc la suivante: quelles personnes ces programmes doivent-ils cibler.

Cette publication examine ces questions dans le contexte politique plus large des voies de migration légales en Europe. Nous présentons ici les trois approches principales du parrainage communautaire qui se sont développées en Europe jusqu'à présent et estimons que divers éléments de ces approches sont des réussites et devraient donc être reproduits. Les leçons tirées à ce jour en Belgique, en Italie, en France, en Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni, ainsi que les exemples d'études de cas, servent à la fois de base et d'illustrations aux recommandations en vue d'une conception réussie et durable des programmes de parrainage communautaire dans les années à venir.

Le parrainage communautaire en Europe

ORIGINE ET ÉVOLUTION DES PARRAINAGES COMMUNAUTAIRES EN EUROPE

Avant de nous pencher sur la manière de concevoir au mieux les programmes de parrainage communautaire à venir, nous devons d'abord revenir sur l'évolution des trois approches du parrainage communautaire en Europe. Nous avons identifié les voies suivantes: le parrainage basé sur le regroupement familial, les couloirs humanitaires et le parrainage basé sur la réinstallation. Dès 2013, des programmes de regroupement familial en Allemagne, en France et en Irlande reprennent des éléments du parrainage. Dans ce cadre, les proches assument des responsabilités financières et sociales afin de faire entrer des membres de leur famille élargie en Europe. La seconde approche concerne les couloirs humanitaires en Italie, en France et en Belgique, où des acteurs religieux ont conclu des accords avec leur gouvernement respectif pour accueillir les réfugiés admis initialement à l'aide d'un visa humanitaire. Troisièmement, les programmes de parrainage communautaire basés sur la réinstallation, lancés tout d'abord au Royaume-Uni (programme de parrainage communautaire complet au Royaume-Uni), et plus récemment en Allemagne et en Irlande; ces programmes permettent à des groupes de citoyens de soutenir des réfugiés référés par le HCR et admis dans le cadre des quotas de réinstallation respectifs de chaque pays (pour le Royaume-Uni et l'Irlande) ou en plus de ceux-ci (en Allemagne). Plus de détails sur ces approches ainsi que sur les réussites et les leçons tirées sont présentés ci-dessous.

PROGRAMMES DE REGROUPEMENT FAMILIAL, À PARTIR DE 2013

Les premières expériences à comporter certains éléments du parrainage communautaire en Europe offraient, outre les programmes de réinstallation des États, l'opportunité (principalement) aux Syriens en Allemagne, en France et en Irlande de faire venir les membres de leur famille élargie^[30] qui résidaient dans le pays de premier asile.

Le plus large de ces programmes est le programme d'admission régionale allemand (*Landesaufnahmeprogramme*), lancé en juillet 2013, qui avait admis environ 25 000 personnes à la mi-2018 (dont environ 21 000 sont arrivées entre 2013 et 2015). Le programme en cours dans cinq États à l'heure où ces lignes sont écrites, permet aux citoyens ou résidents allemands (y compris les réfugiés) de parrainer les membres de leur famille syriens, qui entrent alors sur le territoire allemand pour des motifs humanitaires et se voient octroyer un permis de séjour renouvelable de deux ans. Les parrains doivent signer une déclaration contraignante (*Verpflichtungserklärung*) où ils mentionnent qu'ils s'engagent financièrement à couvrir la majorité des coûts pendant cinq ans. Semblable au programme allemand – quoiqu'à une échelle plus réduite – le programme d'admission humanitaire de Syriens (SHAP) en Irlande a permis aux citoyens et résidents irlandais de parrainer des membres de leur famille syriens entrés sur le territoire pour des motifs humanitaires, qui ont ensuite reçu un permis de séjour

renouvelable, tout comme en Allemagne.
[31] Le programme a été mis en œuvre pendant six mois en 2014 et a admis 119 Syriens. Enfin, un troisième programme de regroupement familial a été lancé en 2014 par des organisations religieuses en France, qui s'inquiétaient de la persécution des minorités qui vivaient sous l'État islamique. En 2015-2016, il a admis au total 7344 Syriens et Irakiens, qui sont entrés en France à l'aide d'un visa humanitaire et ont ensuite demandé l'asile.[32] Le programme a permis aux membres de la famille et aux organisations (religieuses) de couvrir les frais de voyage et d'installation des nouveaux arrivants, jusqu'à ce qu'ils se voient octroyer le statut de réfugié leur donnant accès aux allocations d'État.[33]

Le parrainage utilisé comme moyen de réunir les familles élargies est une approche importante que les décideurs politiques doivent considérer. Le modèle canadien, couronné de succès, nous apprend que le regroupement familial peut permettre de multiplier les initiatives de parrainage communautaire. Au Canada, les membres de la famille représentent la grande majorité des réfugiés parrainés et le regroupement familial est considéré comme l'un des facteurs les plus importants dans la réussite du programme canadien.[34] Dans les pays européens, le désir d'être réuni avec sa famille pousse aussi fortement à participer

« Nous sommes fatigués à cause de ma famille (ma mère, mon père et mon frère) qui sont toujours au Liban et souffrent tellement. Ils ont besoin de venir en France, j'espère que vous leur trouverez une solution. Je suis malade et hospitalisé fréquemment, j'ai besoin que ma famille vienne et soit près de moi, de ma femme et de ma petite fille ».

— Un Irakien arrivé en France depuis le Liban par le biais du couloir humanitaire français.[35]

au parrainage communautaire. Nous pouvons clairement le remarquer à partir des programmes allemand et français qui ont par exemple permis d'accueillir plus de 27 000 personnes en deux ans - outre la réinstallation traditionnelle. Tout modèle de parrainage devrait prévoir que les réfugiés parrainés chercheront, à long ou court terme, à faire en sorte que les autres membres de leur famille ou de leur communauté les rejoignent.

Dans le même temps, les programmes de regroupement familial ont également dû faire face à des défis, particulièrement en ce qui concerne le fardeau imposé aux membres de la famille qui parrainent. En Irlande, les parrains devaient couvrir

tous les frais pour une période illimitée et les réfugiés parrainés ne pouvaient pas bénéficier d'allocations sociales. De même, en Allemagne, la déclaration d'engagement des programmes d'admission régionale allemands exigeait initialement des parrains qu'ils couvrent toutes les dépenses pour une période illimitée, mais en raison de ce lourd fardeau, le programme a été modifié pour retirer les frais liés aux soins de santé (en 2014) et limiter la période de parrainage à cinq ans (en 2016). Le statut juridique des personnes parrainées en Irlande était également incertain: les réfugiés parrainés recevaient un permis de séjour renouvelable de deux ans, mais les procédures de renouvellement n'étaient pas claires. En conséquence,



© Harald Opitz/Caritas Allemagne

certains réfugiés parrainés en Irlande ont demandé - et se sont vu accorder - l'asile, estimant que le statut de réfugié apporte une protection plus durable et que les droits qui y sont liés atténuent le fardeau imposé aux parrains.^[36]

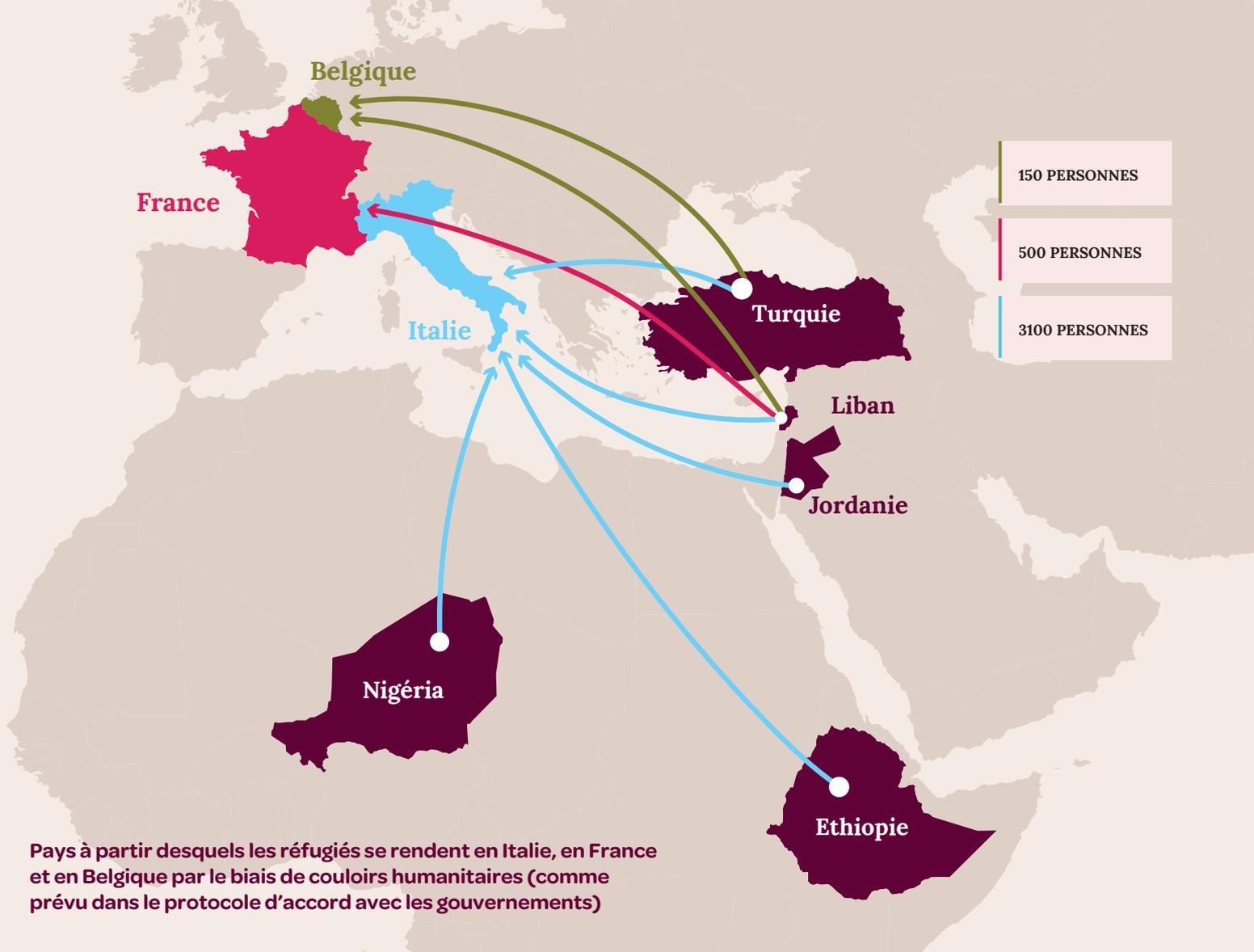
Dans certains cas, des ONG se sont impliquées pour relever ces défis. L'organisation allemande *Flüchtlingspaten* (ce qui signifie parrains de réfugiés syriens), fondée en 2015, a pour but d'alléger la charge financière des parrains par le biais de collectes de fonds, généralement de petits montants comme 10 ou 20€ par mois, auprès des locaux.^[37] En France, par exemple, la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) a commencé à gérer un réseau d'accueil de réfugiés syriens composé d'environ 50 groupes de bénévoles qui les aidaient à trouver un logement et à s'intégrer. De même, l'Ordre de Malte France a commencé à proposer des cours de français ainsi qu'un soutien à l'emploi et un soutien social.

Une leçon importante tirée des programmes de regroupement familial a donc trait au rôle des familles et des ONG. Ce n'est pas surprenant, le grand

avantage du regroupement familial est de pouvoir être accueilli par des membres de sa famille, ce qui diminue l'isolement que vivent les réfugiés qui viennent d'arriver. Les réfugiés accueillis par des membres de leur famille peuvent immédiatement rencontrer un réseau de personnes avec lesquelles ils partagent une culture et une origine communes et qui peuvent les aider à se frayer un chemin dans ce nouvel environnement. D'un autre côté, les réfugiés accueillis par des membres de leur famille ne rencontrent pas aussi rapidement la communauté locale dans son ensemble et, inversement, la communauté d'accueil n'a pas forcément la chance de rencontrer ces réfugiés nouvellement arrivés. En conséquence, il se peut que la communauté ne bénéficie pas des avantages uniques du parrainage communautaire sur le plan de la cohésion sociale dans la même mesure que dans le cadre d'autres approches du parrainage. Créer des liens étroits avec des ONG permet de combler le vide entre la famille des réfugiés et la communauté dans son ensemble puisque les ONG interviennent pour apporter un soutien initial et accompagner les réfugiés dans leur nouvel environnement.

SOUTIEN PROFESSIONNEL COORDONNÉ POUR LES FAMILLES QUI PARRAINENT EN FRANCE

Depuis 2014, l'Ordre de Malte a mis en œuvre un programme qui apporte un soutien aux réfugiés qui ont rejoint leur famille et d'autres membres de leur communauté en France grâce à un visa humanitaire. En décembre 2018, le programme avait apporté un soutien à 766 réfugiés dans neuf départements français. En Indre-et-Loire, où vivent de nombreux bénéficiaires du programme, l'Ordre de Malte a mis en place une table ronde régionale qui réunit les autorités régionales, les services de santé et les organismes de logement social. Ce mécanisme de coordination s'est avéré tellement efficace qu'il a été élargi afin de coordonner toutes les interventions liées aux réfugiés dans la région. En même temps, accueillir des réfugiés demande des ressources considérables, et tisser des liens avec des personnes et des organisations susceptibles d'apporter un soutien spécialisé et de mettre à disposition des réseaux de solidarité préexistants est donc utile et, en fin de compte, donne du pouvoir à la communauté locale dans son ensemble.



COULOIRS HUMANITAIRES, À PARTIR DE 2015

La deuxième approche du parrainage communautaire concerne les couloirs humanitaires^[38] mis en place entre 2015 et 2017 en Italie, en France et en Belgique, lorsque des citoyens ordinaires ont cherché de plus en plus à manifester leur solidarité et leur soutien aux réfugiés. En septembre 2015, le pape François a invité «chaque paroisse, chaque communauté religieuse, chaque monastère, chaque sanctuaire d'Europe [à accueillir] une famille», un appel qui a fortement fait écho auprès des groupes religieux et les médias. L'un des groupes qui ont répondu à cet appel est la Communauté de Sant'Egidio en Italie, qui a lancé le premier programme de couloirs humanitaires en 2015, en coopération avec d'autres organisations catholiques et protestantes, dans le but d'amener les personnes affectées par la guerre en sécurité et d'offrir une alternative à la dangereuse traversée de la Méditerranée. Tous les programmes de couloirs humanitaires ont notamment offert des places de protection en plus des engagements de réinstallation.

Dans ces trois pays, les programmes de couloirs humanitaires ont été mis sur pied dans un cadre qui offre un protocole d'entente ou un accord entre le gouvernement et les acteurs de la société civile, avec un quota précis de bénéficiaires. En Italie, trois programmes

ont été mis en œuvre dans le cadre de plusieurs accords entre les ministères italiens des Affaires étrangères et de l'Intérieur et la Communauté de Sant'Egidio, la Fédération des églises protestantes d'Italie, l'Église vaudoise, la Conférence épiscopale italienne et Caritas Italiana. Ces programmes ont été lancés en décembre 2015 (avec un quota de 1000 personnes), en janvier 2017 (avec un quota de 500 personnes) et en novembre 2017 (avec un quota de 1000 personnes). Au printemps 2019, un quatrième programme a été signé par la Conférence épiscopale italienne (avec le soutien pratique de Caritas Italiana et de Migrants) et la Communauté de Sant'Egidio dans le but d'accueillir 600 réfugiés d'Éthiopie, du Niger et de Jordanie pendant une période de deux ans. Les réfugiés qui vivent au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Éthiopie ont jusqu'à présent bénéficié de ces programmes et, en mai 2019, plus de 2000 personnes (1549 du Liban et 498 d'Éthiopie, Jordanie et Turquie) étaient arrivées en Italie.^[39] Les partenaires impliqués dans ces couloirs humanitaires ont reçu le Prix Nansen pour l'Europe du HCR en 2019, qui récompense le travail exceptionnel qu'ils ont accompli pour aider les réfugiés.^[40]

Suivant l'exemple de l'Italie, le programme de couloirs humanitaires en France a été lancé en mars 2017, dans le cadre

d'un accord entre les ministères français des Affaires étrangères et de l'Intérieur et avec la Communauté de Sant'Egidio, la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide Protestante, la Conférence épiscopale française et le Secours catholique Caritas France. Le programme, toujours en cours, s'est fixé un quota de 500 personnes venant du Liban et, jusqu'à présent, plus de 365 personnes sont arrivées en 2019. Enfin, en Belgique, un accord (déclaration d'intention) entre le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration et la Communauté de Sant'Egidio, en partenariat avec les religions reconnues en Belgique,^[41] a été signé en novembre 2017;^[42] et, en décembre 2018, 150 réfugiés étaient arrivés en Belgique depuis le Liban et la Turquie.

Les bénéficiaires des programmes de couloirs humanitaires de ces trois pays sont identifiés et orientés par les partenaires locaux dans les pays d'asile. L'ambassade ou le consulat du pays de premier asile leur accorde un visa humanitaire, ce qui leur permet d'entrer dans le pays de destination, puis de demander l'asile (comme c'est le cas dans le cadre du programme français de regroupement familial décrit ci-dessus),^[43] Les programmes de couloirs humanitaires sont financés de manière privée par des organisations religieuses,^[44] ainsi que par le biais de campagnes de collecte de fonds. Ces programmes couvrent tous les frais liés à la sélection, à l'orientation culturelle, au voyage, au logement et à l'installation initiale et, une fois que les bénéficiaires du programme ont reçu le statut de protection, ils peuvent demander des allocations sociales.

« Les parrainages communautaires ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais une goutte qui change la vie des gens, qu'ils soient réfugiés ou fassent partie de la communauté. »

– Juliette Delaplace, coordinatrice des couloirs humanitaires du Secours Catholique - Caritas France

Dans le cadre de ces trois programmes, étant donné que les frais du voyage et de l'installation initiale sont couverts, le parrainage permet donc de combler le vide entre le moment où les réfugiés quittent le pays de premier asile et le moment où ils reçoivent leur statut de protection.^[45]

Les groupes de bénévoles sont constitués au niveau local pour accueillir une famille de réfugiés pendant une période de temps précise et les différentes tâches sont réparties entre les membres du groupe (par exemple le transport, le soutien linguistique). Toutes les organisations religieuses qui ont signé le protocole d'accord sur les couloirs humanitaires

jouent le rôle de « parrains principaux » et assument dès lors la responsabilité financière et le rôle de coordinateurs des acteurs locaux au sein de leur réseau afin de garantir un logement et d'identifier les bénévoles et les professionnels qui apporteront un soutien ainsi que d'assurer un suivi après l'arrivée. De plus, ces organisations principales ont souvent joué un rôle important avant le départ, y compris en ce qui concerne l'orientation culturelle des réfugiés et la préparation des communautés d'accueil des réfugiés prêts à arriver ainsi que « le matching » des bénéficiaires avec des communautés locales précises (voir le chapitre trois pour plus d'informations sur le « matching »).



© Caritas Italie

ORIENTATIONS PAR LA GANDHI CHARITY EN ÉTHIOPIE

L'un des partenaires locaux de Sant'Egidio et Caritas Italiana en Éthiopie qui orientent des réfugiés pour les couloirs humanitaires est la Gandhi Charity.^[46] Cette ONG a été fondée en 2003 et est aujourd'hui active dans des camps de réfugiés en Éthiopie et au Soudan ainsi qu'ailleurs en Afrique et en Italie. Elle apporte un soutien aux enfants et jeunes vulnérables et aux victimes de violence sexiste et offre une aide humanitaire et en matière d'éducation. L'expérience sur le terrain de l'organisation en fait un excellent partenaire pour identifier les réfugiés et les orienter vers les programmes de couloirs humanitaires.

Nous avons beaucoup à apprendre des expériences des couloirs humanitaires en Italie, en France et en Belgique. Tout d'abord, ils ont réussi à offrir des places de protection supplémentaires aux personnes qui en ont besoin. En outre, ces programmes ont également travaillé avec un grand éventail de partenaires dans les pays d'asile, y compris des églises, des ONG et le HCR, afin de toucher les personnes qui n'auraient pas accès à une protection autrement. Ces programmes ont aussi ciblé les personnes qui présentent des vulnérabilités, mais ne peuvent pas nécessairement bénéficier d'un programme national de réinstallation (par exemple les familles avec enfants, les personnes âgées). De plus, les programmes de couloirs humanitaires ont également permis d'amener des personnes en sécurité de manière relativement efficace et rapide, avec près de 2500 arrivées dans les trois pays en trois ans.

Une autre réussite importante des couloirs humanitaires est l'engagement des communautés locales, qui accroissent les capacités d'accueil des réfugiés dans les trois pays. Par exemple, en Belgique, Caritas International s'est basée sur sa longue expérience dans la réinstallation et l'intégration des réfugiés pour apporter un soutien aux groupes de parrainage. Caritas International en Belgique et Caritas France ont rendu visite aux groupes d'accueil et organisé des séances de groupe pour donner des formations et des consultations, sous la forme d'un helpdesk que les bénévoles peuvent joindre à tout moment, et assurer un suivi permanent. Le soutien et la formation de Caritas couvrent les systèmes juridiques et sociaux complexes. L'organisation aide aussi les groupes de parrainage à promouvoir l'autonomie des réfugiés à mesure qu'ils reprennent le contrôle de leur vie et de leur avenir. La plupart des groupes de parrainage, en grande partie des paroisses situées dans des villages plus petits, n'ont pas d'expérience antérieure dans l'accueil de réfugiés vulnérables et ont estimé que ce soutien était très précieux.

Cet engagement et cet accroissement des capacités ont été essentiels à la réussite des programmes de couloirs, en particulier lorsqu'il s'agit d'un accueil local. Au cours des dernières années, l'Italie a connu des taux élevés de migration de transit, dans le cadre de laquelle les migrants ou réfugiés continuent leur voyage vers d'autres pays d'Europe, même si, pour nombre d'entre eux,

leur statut juridique se limite à l'Italie, vers laquelle ils sont de plus en plus renvoyés depuis d'autres pays européens. La migration de transit représente donc un défi pour les demandeurs d'asile et les réfugiés réinstallés en Italie, particulièrement dans les cas où les migrants ne sont pas bien informés de leurs droits et obligations quant à leur voyage. Cependant, en raison des solides structures d'accueil locales, seulement 3% des réfugiés arrivés en Italie depuis l'Éthiopie par le biais du dernier programme italien de couloirs humanitaires (2017-2018) auraient migré ailleurs.^[47] Il s'agit d'un taux plus bas que pour les autres groupes de réfugiés et donc d'une réussite importante, ce qui prouve que le programme a favorisé un accueil local solide, la sécurité et les possibilités à long terme d'intégration au marché du travail.

« Accueillir des réfugiés n'a pas pour but de changer ces familles ni de les intégrer à une culture soi-disant française, qu'il nous est d'ailleurs difficile de définir (heureusement, sinon qu'est-ce que ce serait barbant !). L'objectif est plutôt de protéger ces personnes de la guerre et des risques de l'exil et de les soutenir du mieux possible pour qu'elles puissent trouver leur voie en France. »

— Victor Brunier, bénévole en France

Étant donné le succès des couloirs humanitaires, il vaut la peine d'envisager la meilleure manière de développer et d'assurer la durabilité à long terme de ces programmes pilotes. Une des leçons retenue concerne le cadre du protocole d'accord, qui limite les programmes à un groupe d'acteurs précis et fixe un quota de bénéficiaires. Reproduire ou étendre le programme demande un nouveau protocole d'accord. Le cadre du protocole d'accord a été très efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre rapides de ces initiatives innovantes. Cependant, à l'avenir, un cadre plus ouvert devrait permettre à de nouveaux acteurs d'entrer en jeu plus facilement et aux quotas de bénéficiaires d'être augmentés.

En outre, il vaut la peine d'examiner les dispositions relatives au filet de sécurité après l'arrivée. Les programmes de couloirs humanitaires ont mis au point des systèmes de soutien aux nouveaux arrivants. Toutefois, dans de nombreux cas, les paramètres et l'approche varient d'une organisation religieuse (par exemple le « parrain principal », signataire du protocole d'accord) à l'autre. Si la flexibilité permet d'expérimenter et de guider les débuts, il est également utile de s'assurer que des filets de sécurité soient en place, en particulier à mesure que les programmes se développent et prennent de l'ampleur. Une formation et un soutien permanents, comme ceux donnés par les ONG que nous avons décrits plus haut, peuvent être une excellente manière de garantir un niveau de qualité minimal.

De manière similaire, les procédures d'identification et de sélection de ces programmes sont plutôt flexibles et se basent

sur les orientations faites par les partenaires dans les pays de premier asile. Le résultat était positif, comme mentionné ci-dessus, parce que cela étend l'accès aux programmes. Cependant, il est également important que les critères de sélection (qu'ils soient liés au statut de réfugié, à la vulnérabilité ou autre) soient à la fois clairs et transparents pour les réfugiés et les groupes de parrainage. Il vaut également la peine de réfléchir sur l'octroi de visas humanitaires. Dans certains cas, compter sur les ambassades et les consulats pour accorder les visas humanitaires peut mettre les capacités de ces structures sous pression et occasionner des retards dans le traitement des dossiers.

Par exemple, depuis le lancement du programme de couloirs humanitaires, l'ambassade française au Liban n'a pas augmenté le nombre de rendez-vous disponibles pour demander un visa, alors qu'elle était déjà sous pression avant que ce programme de parrainage ne débute. En outre, les procédures d'application pour un visa humanitaire et les critères de décision ont souvent été peu clairs. Les organisations de la société civile françaises ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les visas humanitaires octroyés dans le cadre du programme de couloirs humanitaires ne viennent pas toujours s'ajouter aux visas humanitaires accordés en dehors de ces programmes, ce qui peut rendre l'accès à ces visas plus difficile pour ceux qui ne bénéficient pas du programme de couloirs humanitaires.

Une leçon importante à garder en tête pour l'avenir (également dans le cadre des programmes basés sur le regroupement familial qui comptent aussi sur l'octroi de visas humanitaires) est donc l'importance d'avoir des procédures et des critères clairs et transparents pour accorder des visas humanitaires.

PROGRAMMES DE PARRAINAGE COMMUNAUTAIRE BASÉS SUR LA RÉINSTALLATION, À PARTIR DE 2016

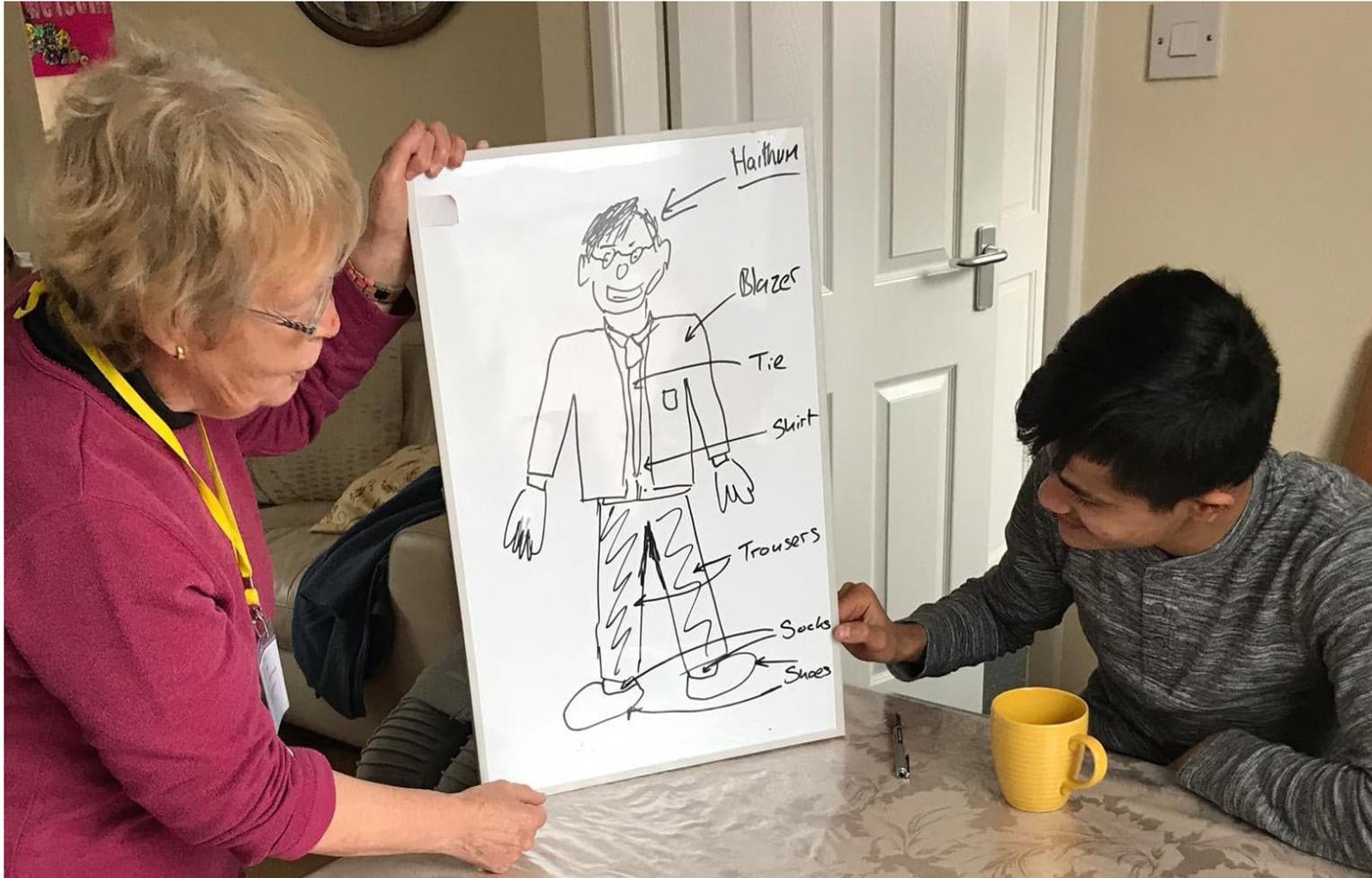
La troisième approche du parrainage communautaire en Europe est le parrainage communautaire basé sur la réinstallation. Le Royaume-Uni a démarré le programme de parrainage communautaire complet en 2016, et son exemple a été suivi par des programmes pilotes en Allemagne et en Irlande en 2018-2019. Jusqu'à présent, les programmes britannique et irlandais ont offert des places de protection dans le cadre des engagements de réinstallation existants, et non des places supplémentaires. Le programme pilote allemand s'ajoute aux promesses de réinstallation et le programme britannique s'ajoutera à la réinstallation à partir de 2020.^[48] Les trois programmes basés sur la réinstallation sont semblables au Programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas (RDBV) du Canada dans le sens où ce n'est pas le parrain, mais plutôt le HCR, qui identifie et recommande des réfugiés vulnérables. Ceux-ci sont alors mis en relation avec les groupes de parrainage qui, à leur tour, se chargent de collecter des fonds, d'obtenir un logement et d'apporter un soutien après l'arrivée des réfugiés. Les personnes parrainées dans ces trois pays reçoivent le même statut juridique que les réfugiés réinstallés. Le programme britannique n'a fixé

aucun quota et les arrivées ont jusqu'à présent été décomptées de l'engagement de réinstallations du Royaume-Uni, qui s'était engagé à accueillir 20 000 réfugiés syriens entre 2016 et 2020. Le programme allemand a pour but de faire entrer 500 réfugiés en 2019 alors que l'Irlande souhaite soutenir environ 50 réfugiés parrainés.

Dans le programme britannique, les groupes de citoyens qui souhaitent parrainer des réfugiés doivent intervenir en partenariat avec une œuvre caritative ou une association enregistrée qui accrédite le groupe de parrainage. Pour devenir groupe de parrainage, il faut répondre à plusieurs critères et élaborer un plan d'installation détaillé, qui comprends une politique de sauvegarde (par exemple, les procédures de vérification du personnel et des bénévoles et les mécanismes de signalement en cas de dommages).^[49] Les critères requis pour devenir parrain comprennent, entre autres, d'apporter un soutien financier pendant un an (à savoir 9000 £ par famille), de fournir un logement où les réfugiés peuvent vivre pendant deux ans (même si les allocations d'État couvrent les frais de logement),^[50] et d'embaucher un professeur d'anglais. En outre, le groupe de parrainage doit obtenir l'autorisation des autorités locales de l'endroit où les réfugiés parrainés vont habiter.

La structure du projet pilote allemand, dans le cadre duquel les réfugiés devraient arriver en 2019, est semblable, mais présente quand même quelques différences: premièrement, il donne à des réfugiés sélectionnés la possibilité de choisir s'ils veulent être réinstallés dans le cadre du programme habituel de réinstallation ou par le biais du parrainage communautaire. Il faut également un groupe d'au moins 5 parrains pour rédiger un plan d'installation détaillé, comprenant une politique de sauvegarde, trouver un logement, collecter les fonds nécessaires pour couvrir le loyer pendant deux ans et apporter un soutien à l'intégration pendant la première année. Le logement doit être abordable, conformément aux réglementations locales qui établissent le loyer moyen abordable,^[51] mais peut toutefois prendre plusieurs formes, comme un logement d'une paroisse ou une cohabitation. De plus, les groupes de parrainage ne doivent collecter que 30% du loyer exigé lorsqu'ils soumettent leur candidature et les 70% restants doivent avoir été collectés à l'arrivée des réfugiés. Les réfugiés sont sélectionnés selon les critères de réinstallation du HCR et viennent d'Égypte, d'Éthiopie, de Jordanie et du Liban.

L'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) se charge du «matching» des parrains et des réfugiés. De plus, un point de contact pour la société civile (ZKS), financé par la Bertelsmann Foundation (*Stiftung*) et la Mercator Foundation, rassemble Caritas Allemagne, la Croix-Rouge et l'Église évangélique de Westphalie. Ces organisations apportent un soutien aux groupes de parrainage tout au long de leur procédure de candidature par le biais de séances d'information et de formations et assurent le lien entre le BAMF et les groupes de parrainage. Le point de contact pour la société civile donne également des conseils aux groupes de parrainage sur leur candidature et les plans d'installation et identifie les problèmes potentiels, en plus du suivi après l'arrivée.



© Caritas Angleterre et Pays de Galles

Enfin, le Programme irlandais de parrainage communautaire élaboré dans le cadre du Programme de protection des réfugiés (IRPP)^[52] a été lancé en mars 2019. Il s'agit d'un partenariat entre le ministère de la Justice et de l'Égalité et cinq organisations régionales de soutien, qui recrutent des groupes de parrainage communautaire pour réinstaller 50 réfugiés au cours de l'année 2019. La première famille parrainée est arrivée du Liban en décembre 2018 et s'est établie à Dunshaughlin, une petite municipalité d'environ 4000 habitants. Dans le cadre du programme irlandais, les groupes de parrainage doivent se composer d'au moins cinq personnes, trouver un logement pour une durée de deux ans (même si le loyer est couvert par les allocations d'État), collecter au moins 10 000 € et élaborer un plan d'installation, incluant une politique de sauvegarde.

Les organisations régionales de soutien, y compris le Conseil irlandais des réfugiés, la Croix-Rouge irlandaise et Nasc, le centre de soutien irlandais aux immigrants, jouent un rôle important dans la formation et le suivi des groupes de parrainage.

Comme pour les approches détaillées plus haut, l'approche basée sur la réinstallation a également connu certaines réussites et certains défis, qu'il est important d'envisager lors de la planification des programmes à venir. Étant donné que les projets pilotes allemand et irlandais en sont à leur phase initiale à l'heure où ces lignes sont écrites, cette réflexion se concentre principalement sur le Programme de parrainage communautaire complet du Royaume-Uni. Cependant, où cela est possible, nous incluons également les leçons tirées des programmes plus récents.

Un point fort des programmes basés sur la réinstallation est qu'ils fournissent un cadre ouvert qui permet à un large éventail d'acteurs de s'impliquer, et les critères et mécanismes pour s'engager sont transparents. En d'autres termes, toute personne installée au Royaume-Uni, en Allemagne et en Irlande peut constituer un groupe de parrainage et participer au programme. En outre, ces programmes ont été créés en incluant de nombreuses consultations, ce qui a permis des modifications et ajustements basés sur les informations d'un grand nombre d'organisations de la société civile. Il est important que ces programmes soient menés par plusieurs acteurs étant donné qu'ils permettent aux groupes de parrainage et aux ONG de créer et d'influencer les bonnes pratiques ainsi que de faire disparaître les frustrations susceptibles de naître.

De plus, les programmes basés sur la réinstallation ont cherché à garantir des filets de sécurité pour les réfugiés parrainés. Des normes minimales quant au logement, à l'aide financière et au soutien à l'installation sont fixées pour que tous les réfugiés parrainés obtiennent un niveau de soutien de base comparable. Étant donné que les autorités locales doivent approuver les demandes de groupes de parrainage dans le cadre du programme britannique, la municipalité sert de filet de sécurité. Les exigences de sauvegarde des programmes basés sur la réinstallation contribuent également à créer un filet de sécurité. Ces mécanismes sont importants

puisque les réfugiés parrainés, surtout les enfants, sont susceptibles de faire face à des obstacles lorsqu'ils veulent signaler des incidents ou des inquiétudes, en raison de leur manque de familiarité avec la langue et les lois locales, mais aussi car ils peuvent ne pas se sentir à l'aise de rapporter des problèmes aux parrains qui ont fait des efforts spéciaux pour les aider.

De plus, les programmes basés sur la réinstallation ont également créé de solides cadres de soutien aux groupes de parrainage, à l'aide de projets d'ONG, voire créé de nouvelles associations caritatives. L'organisation Reset,^[53] par exemple, a été fondée en 2018 (à l'aide d'un financement conséquent du ministère britannique de l'intérieur) pour proposer aux groupes de parrainage des formations, des consultations et des activités de sensibilisation. De même, Citizens UK, une ONG communautaire qui possède des branches dans tout le Royaume-Uni, qui était l'une des organisations principales à militer pour la mise en place du parrainage communautaire et a participé à la conception du programme, a créé la fondation Sponsor Refugees^[54] afin de continuer à promouvoir, à soutenir et à guider les groupes de parrainage.^[55]

De plus, au Royaume-Uni, où les groupes de parrainage doivent trouver une association pour accréditer leur candidature (le «parrain principal»), les organisations et institutions comme Citizens UK ou l'Église catholique, qui disposent de larges réseaux et branches régionales, sont en

mesure de diffuser leur expertise par le biais de leurs infrastructures existantes pour mobiliser les groupes de parrainage dans leur domaine respectif. En Irlande aussi, les organisations régionales de soutien devraient jouer un rôle important dans la mobilisation des acteurs locaux dans leur région. En outre, le Royaume-Uni se penche actuellement sur un modèle de «parrainage multiple», qui permettrait aux «parrains principaux» ayant l'expérience nécessaire de signer un accord avec le ministère britannique de l'intérieur pour accréditer plusieurs groupes de parrainage en une fois au lieu de soumettre des demandes séparées pour chaque groupe, ce qui réduirait la paperasserie pour les groupes de parrainage. Ce modèle reproduit, dans une certaine mesure, le système canadien de signataires d'entente de parrainage (SEP), qui s'est avéré efficace puisqu'il a garanti la qualité, réduit la paperasserie et mobilisé un large éventail de parrains, d'origine différente, dans tout le Canada.

Malgré leur potentiel, les programmes basés sur la réinstallation doivent aussi faire face à des défis. En premier lieu, jusqu'à présent, les programmes britannique et irlandais basés sur la réinstallation n'ont pas adhéré au principe d'additionnalité (bien que cela changera au Royaume-Uni dès 2020). Plus largement, l'application de ces programmes indique qu'il est nécessaire d'améliorer la transparence et la consultation lorsque les objectifs sont fixés quant au nombre de réfugiés qui seront admis grâce à la réinstallation traditionnelle et au parrainage ainsi qu'au cours de la mise en œuvre du programme.

En outre, les exigences procédurières de ces programmes les ralentissent considérablement. Le Programme de parrainage communautaire complet britannique, par exemple, n'avait fait entrer que 300 réfugiés au Royaume-Uni en juin 2019, soit deux années complètes après le lancement du programme.^[56] Ce qui est un rythme beaucoup plus lent que les 2500 placements en trois ans des couloirs humanitaires. Si ces procédures d'examen détaillé des groupes de parrainage permettent bel et bien de garantir la qualité des parrainages, certains

« Nous avons commencé par un groupe de six, et nous sommes maintenant 25 bénévoles dans différents sous-groupes dans les domaines de la santé, de l'éducation, des finances, du logement et de l'emploi. Nous avons travaillé avec une association du logement et trouvé une propriété au cœur de notre paroisse. Avec l'aide de toute la communauté de la paroisse, l'équipe a meublé la maison, créé des kits de bienvenue, trouvé des interprètes et organisé des cours d'anglais. Lorsque les gens consacrent du temps et de l'énergie dans ce programme, il devient personnel, valorisant et agréable. Cela donne aux petites gens, comme moi, comme notre communauté, le pouvoir de changer des vies pour le bien commun. C'est un sentiment merveilleux. »

– Felicity, St Monica's, Flixton, Royaume-Uni

acteurs estiment que les procédures complexes sont susceptibles de dissuader les personnes motivées de constituer des groupes de parrainage.

Comme Mark Wiggin, le directeur de la Caritas du diocèse de Salford, le fait remarquer: «Si les bénévoles dédient déjà du temps, leurs compétences et leur engagement à accueillir et soutenir une famille de réfugiés vulnérables, ils ne voudront pas consacrer du temps et de l'énergie à un système bureaucratique qui leur impose des obligations contractuelles onéreuses et les détourne de leur rôle essentiel principal, qui est d'accueillir et de réinstaller des réfugiés dans leur communauté.» Des débats semblables sont nés au Canada, où le gouvernement a établi, au cours des dernières années, de nouvelles exigences administratives pour les parrains auxquelles les organisations de parrainage et les ONG se sont fortement opposées. Ces organisations, qui ont des dizaines d'années d'expérience dans le parrainage de réfugiés, ont fait valoir que ces exigences menaçaient le programme canadien et le dirigeaient «vers un programme de réinstallation remanié mené par le gouvernement, mais financé par le secteur privé».^[57]

De plus, lors de l'identification et de la sélection des personnes à parrainer, les programmes basés sur la réinstallation ne peuvent compter que sur les orientations faites par le HCR. Dépendre des missions du HCR, dont les capacités peuvent être mises à rude épreuve pendant les crises, peut représenter un vrai défi. Cela signifie aussi que l'accès au parrainage communautaire est plus limité qu'avec d'autres approches qui permettent aux parrains de «nommer» les réfugiés qu'ils souhaitent parrainer - souvent des membres de la famille - ou aux partenaires locaux ou organisations de parrainage de recommander des personnes vulnérables.

INITIATIVES QUI PRÉSENTENT DES ÉLÉMENTS DU PARRAINAGE

Outre les approches décrites plus haut, certains éléments du parrainage communautaire ont également été intégrés à des programmes traditionnels

de réinstallation et à d'autres voies complémentaires. Par exemple, Caritas et l'Université de Bologne ont lancé un programme de couloirs humanitaires début 2019, dans le cadre duquel un petit groupe de réfugiés (identifiés et orientés par la Gandhi Charity susmentionnée) arrivera à Bologne depuis l'Éthiopie et recevra une bourse d'études universitaire, un soutien à l'intégration et une allocation pour frais de subsistance. Le programme se base sur une initiative existante de l'université qui offre un soutien financier et universitaire aux demandeurs d'asile (qui se trouvent déjà en Italie).^[58] D'autres universités à travers le pays ont exprimé leur intérêt pour ces initiatives et souhaitent les reproduire. En effet, l'expérience du Canada montre que le parrainage universitaire a un grand potentiel d'expansion: le Programme d'étudiants réfugiés de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) a parrainé avec succès 1800 réfugiés qui ont étudié dans 83 universités depuis que le programme a commencé en 1978.^[59]

Les nouveaux projets pilotes innovants soulignent aussi le rôle prédominant que les régions peuvent jouer dans le soutien apporté aux réfugiés réinstallés, comme c'est le cas au Pays basque en Espagne, où un programme pilote de parrainage appelé «Auzolana II» a également été mis en place. Un accord entre le gouvernement espagnol, le HCR, le gouvernement régional basque et quatre Caritas locales et organisations jésuites (Caritas Diocèse de Bilbao, Caritas Diocèse de Vitoria, Caritas Diocèse de San Sebastián et la Fundación Social Ignacio Ellacuria) facilite l'accueil et l'intégration de réfugiés réinstallés venant de Jordanie, et faisant partie du quota de réinstallation de l'Espagne. Ces quatre organisations fournissent un soutien aux groupes de citoyens qui accompagnent les familles, installées dans différentes municipalités du Pays basque (Andoain, Bilbao, Vitoria-Gasteiz, Arrigorriaga et Portugalete). Cinq familles syriennes (29 personnes) sont arrivées dans le cadre de ce programme pilote en mars 2019. Le projet pilote présente un aspect unique: le solide partenariat avec le gouvernement régional basque, qui soutient financièrement du personnel à

mi-temps et verse des allocations sociales aux familles (approximativement 1200€ par mois).^[60]

De plus, les partenariats public-privé - qui sont semblables au parrainage - se retrouvent également dans des programmes d'évacuation médicale et humanitaire mis en œuvre dans le cadre des programmes de réinstallation. L'Italie a par exemple évacué, dans le cadre d'évacuations médicales et humanitaires, environ 300 personnes vulnérables de Libye et du Niger en partenariat avec l'association Communauté Pape Jean XXIII. De même, le Canada travaille avec des organisations privées dans le cadre du Programme de parrainage d'aide conjointe, où les réfugiés vulnérables qui doivent faire l'objet d'une aide spéciale sont mis en relation avec les organisations de parrainage. Ils reçoivent un soutien financier du gouvernement ainsi que des services sociaux et spécialisés des organisations participantes. Ces exemples montrent que les avantages uniques du parrainage communautaire peuvent souvent être inclus dans les programmes de réinstallation en tant que volets spécifiques, ou étendus à d'autres voies parallèles (comme les bourses d'études ou les programmes de regroupement familial) et autres formes de protection des réfugiés, qui améliorent et/ou s'ajoutent à la réinstallation.

Dans ce chapitre, nous avons discuté des différentes manières dont les partenariats public-privé en vue de l'admission des réfugiés se sont considérablement développés en Europe au cours des dernières années. S'ils ne permettent pas de répondre à toutes les questions sur la conception d'un programme de parrainage réussi, certains éléments sur la manière d'y parvenir sont devenus évidents sur la base de ces expériences antérieures. Les programmes de parrainage communautaire réussis et durables devront à l'avenir reprendre des éléments de chacune de ces trois approches. Le reste de la publication se penche sur la manière de mettre ces leçons tirées en pratique dans le cadre des programmes à venir à partir des différentes études de cas sur les pratiques actuelles.

APPROCHES DU PARRAINAGE COMMUNAUTAIRE EN EUROPE, DE 2013 À AUJOURD'HUI

Programme	Approche	Année(s)	Qui parraine ?	Qui est parrainé ?	Engagements du parrain	Complémentarité
Programmes d'admission régionale allemands	Programmes basés sur le regroupement familial	De 2013 à aujourd'hui	Membres de la famille	Membres de la famille syriens de résidents et citoyens allemands	Soutien financier complet pendant 5 ans, hors soins de santé	Additionnel à la réinstallation
Programme d'admission humanitaire de Syriens (SHAP) en Irlande		2014	Membres de la famille	Membres de la famille syriens de résidents et citoyens irlandais	Soutien financier complet (illimité)	Additionnel à la réinstallation
Visas humanitaires français		De 2014 à aujourd'hui	Membres de la famille et organisations religieuses	Syriens et Irakiens en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie	Soutien financier complet jusqu'à l'attribution du statut de réfugié (environ 6 mois)	Additionnel à la réinstallation
Couloir humanitaire en Italie	Programmes de couloirs humanitaires	De 2015 à aujourd'hui	Organisations religieuses et églises	Personnes vulnérables (par exemple Syriens, Irakiens, Érythréens, Soudanais du Sud, Somaliens) au Liban, en Turquie, en Jordanie, au Niger et en Éthiopie	Voyage, logement, soutien à l'intégration pendant une période non définie (généralement 1-2 ans)	Additionnel à la réinstallation
Couloir humanitaire en France		De 2017 à aujourd'hui	Organisations religieuses et églises	Syriens et Irakiens vulnérables au Liban	Voyage, logement, soutien à l'intégration pendant une période non définie (généralement 1 an)	Additionnel à la réinstallation
Couloir humanitaire en Belgique		2017 - 2018	Organisations religieuses et églises	Syriens vulnérables en Turquie et au Liban	Logement et soutien à l'intégration pendant 1 an	Additionnel à la réinstallation
Programme de parrainage communautaire complet au Royaume-Uni	Programmes basés sur la réinstallation	2016 - 2020	Associations caritatives enregistrées	Réfugiés orientés par le HCR	Logement et soutien à l'intégration pendant 2 ans	Dans le cadre de la réinstallation (et non additionnel). Additionnel à la réinstallation à partir de 2020. ^[61]
Projet pilote de parrainage communautaire allemand		2019	Groupes d'au moins cinq citoyens ou résidents allemands	Réfugiés orientés par le HCR	Logement et soutien à l'intégration pendant 2 ans	Additionnel à la réinstallation (promesses de réinstallation et de parrainage annoncées en même temps)
Projet pilote de parrainage communautaire irlandais		2019	Groupes de citoyens ou résidents irlandais, soutenus par des organisations régionales de soutien	Réfugiés orientés par le HCR	Logement et soutien à l'intégration pendant 2 ans	Dans le cadre de la réinstallation (et non en plus)

■ Étude de cas

Une nouvelle vie pour la famille Rossi à Saluzzo, en région piémontaise

La famille Rossi, originaire d'Érythrée, a voyagé depuis l'Éthiopie jusqu'en Italie dans le cadre du programme italien de couloirs humanitaires en février 2018. Tobia et Maria et leurs deux enfants, Alex et Adele, avaient fui l'Érythrée sept ans plus tôt, après avoir été détenus dans des conditions horribles et perdu deux enfants dans la guerre. Lorsqu'Alex a été appelé à faire son service militaire obligatoire, la famille Rossi a craint de souffrir d'avantage encore et s'est embarquée dans un voyage vers Khartoum, au Soudan, où ils ont vécu pendant huit mois. Craignant la violence et la déportation au Soudan, ils ont toutefois quitté le pays pour se rendre à Addis-Abeba, en Éthiopie, où ils sont restés pendant six ans. Leur avenir en Éthiopie semblait toutefois sombre, puisqu'ils continuaient à craindre d'être déportés et n'avaient presque aucune opportunité de réinstallation. Heureusement, la famille a pu se rendre, le 27 février 2018, à Saluzzo, en Italie, dans le cadre du programme de couloir humanitaire italien.

Saluzzo est une ville rurale, située en région piémontaise près de la frontière française, qui compte 16 968 habitants. De nombreux migrants qui travaillent dans le secteur agricole vivent dans la région. Le personnel de Caritas Saluzzo travaille en coopération avec une quinzaine de bénévoles et accompagne la famille Rossi dans son ajustement à la vie italienne, l'envoi vers les services municipaux, lui fait visiter l'hôpital local et l'aide dans l'inscription aux cours publics d'italien. Les membres du groupe d'accueil se sont organisés selon leurs compétences et leur origine: les professeurs de lycée bénévoles donnent des conseils sur l'enseignement, les médecins et infirmiers bénévoles se chargent des soins de santé et le personnel de Caritas apporte une aide juridique. Si maintenir un groupe d'accueil composé de personnel professionnel et de bénévoles est un défi, ceux-ci sont unis par un objectif commun: aider la famille de réfugiés à devenir indépendante.

En effet, avec ce soutien, la famille est sur la bonne voie. Alex et Adele continuent leur scolarité. Adele est inscrite au lycée public et Alex, grâce au soutien financier des parrains, étudie les soins infirmiers à l'université publique. Tobia et Maria, qui apprennent l'italien, sont également devenus bénévoles pour Caritas et d'autres associations locales. Maria est cuisinière bénévole pour une association Slow Food et, tous les mercredis, elle participe à un programme d'activités extrascolaires pour les enfants qui ont des besoins particuliers.

Grâce au bénévolat et au groupe de parrainage, la famille se construit petit à petit un réseau, participe à la vie de la communauté locale et assiste aux événements et fêtes publics. Malgré le fait qu'obtenir un emploi soit souvent difficile en Italie, et ce même pour les Italiens, Tobia et Maria sont confiants. Ils pensent que terminer leurs formations et faire du bénévolat les aidera à trouver un poste stable dans un avenir proche et espèrent que leurs enfants pourront terminer leur scolarité et trouver un emploi épanouissant. Après sept ans en déplacement, la famille Rossi peut enfin se construire un nouvel avenir et une nouvelle vie en Italie, grâce au programme de couloirs humanitaires et à l'engagement des membres de la communauté de Saluzzo.



© Caritas Italie

De nouveaux liens à l'église communautaire de Raynes Park en préparation pour la famille Anablusi, à Manchester

Par Felicity Brangan, gestionnaire de projet de l'équipe de parrainage communautaire de Saint-Michael et Sainte-Bernadette

© Caritas Angleterre et Pays de Galles



Sakkar et Noura Anablusi et leurs trois enfants ont fui la Syrie en mai 2012. En Syrie, leur maison a été bombardée et Sakkar a été temporairement détenu par le gouvernement syrien. A sa libération, la famille a ensuite fui au Liban. Ils ont passé plus de six ans au Liban avant de voyager jusqu'à Whitefield, en Angleterre, le 16 août 2018, pour trouver sécurité et protection grâce au Programme de parrainage communautaire complet du Royaume-Uni.

Sakkar était agriculteur en Syrie et son épouse, Noura, était professeure d'arabe.

Au Liban, Sakkar est parvenu à trouver un emploi non officiel en tant que plombier (les Syriens n'ont pas le droit de travailler au Liban). À Whitefield, Sakkar a lancé un jardin communautaire et espère suivre une formation pour devenir plombier et obtenir un permis de conduire britannique. Pour sa part, Noura a hâte de retourner en classe et veut devenir assistante-bénévole à l'école locale. Leurs trois fils, Shayesh, 17 ans, Haitham, 16 ans, et Daour, 11 ans, n'ont pas eu l'opportunité d'aller à l'école pendant la plus grande partie de leur séjour au Liban et se réadaptent actuellement à l'école. Daour, le plus jeune, a été le plus rapide à apprendre l'anglais et traduit souvent de manière informelle pour ses parents et ses grands frères.

Whitefield, qui compte une population de près de 25 000 habitants, est une ville petite, mais dynamique située dans le nord-ouest de l'Angleterre, non loin de Manchester. Le groupe de parrainage de la famille Anablusi s'est développé à partir de l'église communautaire de Raynes Park, quand sept paroissiens intéressés se sont rencontrés pour la première fois en mars 2017. De nombreuses réunions s'en sont suivies pour répondre aux exigences fixées par le ministère britannique de l'intérieur. Lentement mais sûrement, le groupe s'est agrandi et ses membres sont devenus amis. Environ 22 résidents de Whitefield participent aujourd'hui au parrainage et se sont organisés en cinq sous-groupes (finances, logement, éducation, emploi et santé/bien-être). Le groupe de parrainage se compose d'un groupe diversifié de résidents, qui ont chacun des compétences et une expérience uniques à mettre en pratique dans le parrainage: un

infirmier qui les aide à prendre rendez-vous avec les services de santé (NHS); un instituteur qui a des relations dans les écoles locales et avec les professeurs; et même une femme de 80 ans qui organise des ateliers.

Le groupe de parrainage a effectué énormément de préparation et planification avant que la famille Anablusi n'arrive. Tout d'abord, ils ont trouvé un logement pour la famille, à proximité des commodités (école, transports, commerces). Ils ont également développé une coopération étroite avec les autorités locales (par exemple celles chargées du logement, des allocations, de la réinstallation, de l'éducation et de l'emploi), avec les réfugiés et les organisations de la communauté syrienne locales ainsi qu'avec les mosquées locales et des églises du coin. Outre la planification de l'arrivée de la famille, le groupe de parrainage a également organisé ou participé à des collectes de fonds et des événements communautaires. Ses membres ont ainsi participé à la fête du ramadan avec une mosquée locale, contacté les membres du parlement et l'évêque de Salford et collaboré avec d'autres groupes de parrainage. Impliquer autant d'acteurs signifie que non seulement le groupe de parrainage était bien préparé à soutenir la famille Anablusi, mais aussi la communauté locale.

Dans les mois qui ont suivi l'arrivée de Sakkar, Noura et leurs enfants à Whitefield, le groupe de parrainage a cherché à les aider à retrouver leur indépendance et leur autonomie. La famille a été bien occupée: divers rendez-vous (visite de l'hôpital, ouverture d'un compte bancaire, accès aux services sociaux, etc.), voyages d'orientation, événements culturels et, bien sûr, les cours. Avec l'aide d'un bénévole, la famille a élaboré un plan qui reprend ses objectifs professionnels et personnels ainsi que les tâches pour lesquelles elle aimerait l'aide des membres du groupe de parrainage. Lentement mais sûrement, l'affection et la confiance mutuelles entre le groupe et la famille se sont développées. Inspiré par l'optimisme et l'enthousiasme de la famille, le groupe de parrainage promeut à présent le parrainage communautaire et a hâte de le voir se développer dans tout le Royaume-Uni.



© Xavier Schwebel/Caritas France

Un solide réseau de bénévoles pour donner un coup de main à Pertuis, en France

Fin novembre 2017, une jeune famille kurde composée de cinq frères et sœurs, âgés de 15 à 25 ans, est arrivée à Pertuis, une petite ville de 22 000 habitants dans la région du Vaucluse, près d'Aix-en-Provence. Cette famille vient de Kobane, une ville kurde de Syrie, et a vécu avec le père dans la banlieue de Beyrouth, au Liban, à partir de 2012. Lorsque le père est décédé en 2016, les enfants se sont toutefois retrouvés dans une situation précaire. En raison de leurs besoins de protection, Sant'Egidio les a sélectionnés pour participer au programme français de couloirs humanitaires. Le groupe de parrainage, Fraternité Pertuis, est né dans la paroisse locale avec le soutien du Secours Catholique (Caritas France).

Selon Marie-Claire Falcone, une ancienne avocate qui dirige le groupe local, « nous sommes un groupe de personnes qui ne veulent pas rester sur la touche alors qu'une crise de l'accueil est en cours et qu'il y a un climat ambiant de fermeture. Nous voulons être utiles. »

Le groupe d'accueil se compose d'environ vingt bénévoles. Marie-Claire explique : « Nous voulons impliquer le plus grand nombre de personnes possible, croyants et non-croyants. » Le groupe se structure en fonction de différentes tâches et responsabilités, comme l'école, la formation, l'apprentissage du français, les soins de santé, l'aide juridique, les transports, etc. « La structure de notre

groupe reste bien en place », explique Marie-Claire. « La démarche a doucement fait son chemin dans le cœur des gens. Ce qui est beau, c'est la dynamique créée. » explique Alain Fournier.

Avant l'arrivée de la famille, le groupe avait organisé des collectes de fonds dans le village. Il a récolté 20 000 €, dont 12 000 € ont été dépensés au cours des six premiers mois jusqu'à ce que la famille se voit octroyer le statut de réfugié et puisse bénéficier des allocations d'État. Le groupe a également trouvé un logement dans le village, dans le voisinage de deux membres du groupe. L'un des membres du groupe, arabophone, assurait la traduction. Le groupe leur a également

proposé un large éventail d'activités sociales, de déjeuners, de pique-niques et de promenades dans les environs, voire des vacances. Si, au début, les membres de la famille préféraient rester entre eux ou avec d'autres Syriens, ils sont à présent à l'aise et participent régulièrement aux activités du groupe.

Le groupe de parrainage a également travaillé avec AGIR, un groupe d'associations d'aide aux réfugiés et aux migrants qui se chargent ensemble de l'accueil de migrants et de réfugiés dans les régions d'Aix-en-Provence et des Bouches-du-Rhône. AGIR vient déjà en aide à plus de 70 autres familles de réfugiés et de migrants dans la région et a donc accepté d'apporter un soutien à la famille de réfugiés, notamment à l'aide de services d'aide juridique et d'assistance dans le cadre des procédures administratives. Les plus jeunes enfants sont scolarisés, et les deux plus grands bénéficient de 200 heures de cours de français proposés par l'État. Ils suivent également une formation à l'emploi (GRETA), proposée par Pôle Emploi, près d'Aix-en-Provence. Apprendre le français est évidemment un long processus. L'aîné, Ali, explique: «*Jaimerais avoir plus d'interactions avec les autres et je veux être indépendant et non plus aidé par l'État*».

La famille est désormais bien installée dans la communauté et leur maison a un accès facile au réseau de bus. Puisqu'il n'y a plus de trains entre Pertuis et Aix-en-Provence, la famille dépend des bus (moins d'une demi-heure de trajet), qui sont fréquents et peu coûteux. Cela dit, l'aîné cherche maintenant à obtenir son permis de conduire afin d'être plus indépendant quant à ses trajets.

Prévoir un nouvel avenir pour les cinq frères et sœurs au sein de la communauté locale n'a pas toujours été aisé, mais, globalement, la famille et la communauté s'en sortent bien, les responsabilités étant partagées entre les membres du groupe, la communauté et l'État. La route est encore longue, mais elle mènera en fin de compte la famille à l'autonomie et l'indépendance.

Préparer à l'enseignement supérieur en Belgique : les filles Gabraeel trouvent leur voie

Le 7 juin 2018, Alaa et Sara Gabraeel et leurs trois filles* sont arrivés à Kiezegem, une petite municipalité près de la ville belge de Louvain, qui compte quelque 1200 habitants. Dans sa ville d'origine, Hasaka, dans le nord-est de la Syrie, la famille craignait pour sa sécurité à cause de la guerre civile et, en particulier, de sa foi chrétienne. Ils ont fui fin 2015, d'abord à l'intérieur du pays, puis, en 2017, vers Istanbul, en Turquie. L'Église syrienne orthodoxe à Istanbul les a recommandés au programme belge de couloirs humanitaires et, étant donné leurs besoins de protection et leur situation de vulnérabilité, ils ont été sélectionnés pour participer au programme. Avant de voyager, ils ont participé aux séances d'orientation culturelle pré-départ données par Caritas Belgique et Sant'Egidio, qui leur ont donné une idée de ce à quoi s'attendre à leur arrivée en Belgique.

Pendant ce temps, à Kiezegem, un groupe de parrainage de dix bénévoles est né dans la paroisse locale, liée au diocèse du Brabant flamand. Caritas Belgique a donné des formations, assez semblables à celle donnée à Istanbul, afin d'aider les bénévoles à comprendre leur rôle et les tâches qui les attendent. Le groupe a trouvé un logement à Kiezegem, fourni par la paroisse, et réparti entre ses membres les différentes responsabilités (par exemple les tâches administratives, l'apprentissage de la langue, la prise de connaissance avec la communauté locale, la collecte de fonds, etc.).

En coopération avec Caritas Belgique, le groupe d'accueil a contacté plusieurs institutions et autorités locales pour les informer sur le programme de couloirs humanitaires. Après l'arrivée de la famille, le groupe d'accueil a aidé la famille à s'y retrouver dans les démarches administratives requises pour leur intégration, proposé des cours de langue et recruté des personnes arabophones au niveau local pour servir d'interprètes si nécessaire. Leurs trois filles, âgées de 15, 16 et 18 ans, ont commencé l'école en septembre et cherchent à présent à continuer leur éducation. Quant à leurs ambitions futures, elles sont impatientes de perfectionner leurs compétences en néerlandais et toutes trois se sont déjà fixé des objectifs professionnels, l'une désirant devenir professeure d'université, l'une traductrice et l'autre infirmière. Le temps nous dira si elles garderont les mêmes objectifs ou changeront de voie. Pour l'instant, la famille Gabraeel est heureuse de s'installer dans sa nouvelle maison et communique déjà en néerlandais avec les bénévoles du groupe d'accueil.

**Les noms ont été modifiés.*

Favoriser la cohésion sociale par le parrainage communautaire

L'un des aspects les plus marquants du parrainage privé est que l'accueil unique offre des avantages à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Les études sur le programme de parrainage privé canadien ont révélé que l'intégration est meilleure et plus rapide pour les réfugiés parrainés que pour les réfugiés réinstallés dans le cadre d'autres programmes.^[62] Les expériences initiales en Europe indiquent des résultats similaires. Comme susmentionné, un engagement fort de la communauté peut aider les réfugiés à tirer parti des opportunités offertes, à investir dans leur intégration à plus long terme et à aller de l'avant. Dans ce chapitre, nous examinons la meilleure manière de favoriser la cohésion sociale dans le cadre des programmes de parrainage communautaire émergents.

L'intégration des réfugiés est un processus à plusieurs facettes qui implique une adaptation mutuelle de la part des communautés d'accueil et des réfugiés qui arrivent. Grâce à l'implication directe des bénévoles, que ce soit lors de repas, d'excursions à la campagne, de jardinage, d'activités sportives ou de simples conversations avec les voisins, les réfugiés parrainés rencontrent les communautés locales et ont l'opportunité de tisser des liens et un réseau social plus rapidement, ce qui facilite l'inclusion sociale dans leur nouvel environnement. Ce type d'inclusion se produit naturellement, dans une certaine mesure, lorsque les citoyens locaux participent directement à l'accueil des nouveaux arrivants. Les programmes de parrainage peuvent toutefois aussi avoir pour but de favoriser les interactions positives et la cohésion sociale.

PROMOUVOIR L'ACCUEIL DANS DE PETITES MUNICIPALITÉS ET ZONES RURALES

Tout d'abord, de nombreux groupes de parrainage se trouvent dans de petites villes et zones rurales et il vaut donc la peine de discuter de la meilleure manière de favoriser la cohésion sociale en dehors des grandes villes, qui ont d'avantage l'habitude d'accueillir de nouveaux arrivés et où la population est plus diversifiée. En Italie, les groupes de parrainage sont répartis dans environ 80 municipalités de 20 régions sur 21; en Belgique, les groupes de parrainage se trouvent dans plus de 50 municipalités dans les trois régions belges; en France, les groupes de parrainage se situent dans 22 municipalités dans 22 des 96 départements de France et, au Royaume-Uni, les autorités locales se sont portées bénévoles pour recevoir un certain nombre de réfugiés, tant réinstallés que parrainés par les communautés, et, en conséquence, 275 autorités locales sur les 418 du Royaume-Uni participent depuis peu à l'accueil des réfugiés réinstallés et parrainés (seules environ neuf municipalités étaient impliquées avant 2016).

« Pour nous remercier, la famille nous a invités à dîner, un dîner qu'ils ont préparé pendant une semaine... Leur arrivée enrichit aussi la communauté. Cela crée une nouvelle dynamique. Nous apprenons des choses qui nous semblaient auparavant bien loin. »

— Luce et Ria, bénévoles en Belgique



© Caritas Belgique

Bon nombre de ces municipalités sont petites ou situées dans des zones rurales et n'avaient que peu d'expérience, si elles en avaient, dans l'accueil des réfugiés avant le parrainage communautaire ou l'engagement de réinstallation.^[63] S'il est important de garder cela en tête, ainsi que les autres défis, les petites villes et les zones rurales peuvent également être d'excellents lieux d'accueil. En particulier, elles sont généralement plus abordables et comptent des logements qui ont un meilleur rapport qualité-prix que dans les grandes villes. S'y retrouver dans les services publics administratifs est aussi souvent plus simple que dans les grandes villes, qui comptent plusieurs bureaux et où les temps d'attente sont longs. Selon le domaine d'activité, trouver un emploi est parfois moins difficile et, enfin, par rapport à l'anonymat des grandes villes, il est plus facile de faire connaissance avec ses voisins et de rencontrer les membres de la communauté dans de petites villes ou des zones rurales. Les nombreux contacts directs avec les bénévoles accélèrent l'apprentissage de la langue, et l'intégration sur le marché du travail est également plus facile en raison des réseaux informels qui permettent d'identifier les opportunités.

Le manque de services spécialisés dans les petites municipalités représente souvent un défi considérable ; cependant, la mise en commun des ressources de la région ou de la province peut aider à régler ce problème (voir ci-dessous, dans la discussion sur le placement et le « matching »). Le manque de transports publics est également un défi, surtout au début. Malgré les défis qui se posent dans les petites villes et les zones rurales, le parrainage communautaire a trouvé des moyens de tirer parti du souhait et de l'énergie des communautés dans ces

régions tout en renforçant les capacités et apportant un soutien si nécessaire. Cela a des implications positives non seulement pour la durabilité du parrainage communautaire, mais aussi plus largement pour la réinstallation et l'accueil des réfugiés. Quand les villes renforcent leurs capacités d'accueil de réfugiés par le biais du parrainage communautaire, elles sont d'autant plus disposées et aptes à accueillir d'autres réfugiés à l'avenir - non seulement par le parrainage, mais aussi par d'autres voies.



© ANSA/Franco Lannino

PRÉPARER LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL PAR LA FORMATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le renforcement des capacités de réception et d'accueil des migrants et des réfugiés est important non seulement pour les programmes de parrainage communautaire, mais aussi plus largement pour la cohésion sociale et l'inclusion, ce qui est particulièrement important dans les petites villes et les zones rurales, qui n'ont qu'une expérience limitée dans l'accueil de nouveaux arrivants et l'interaction avec des communautés diversifiées. Le réseau SHARE a cherché à s'attaquer à ce défi en élaborant et donnant une formation sur la réinstallation et l'inclusion des réfugiés. Au début de l'année 2019, les organisations partenaires du réseau SHARE avaient élaboré 13 modules sur une variété de sujets (par exemple le statut juridique et les droits, l'engagement interculturel, le logement, le soutien psychosocial et le travail avec des bénévoles, etc.) et donné 15 formations dans de petites et moyennes municipalités (c'est-à-dire d'une population de moins de 150 000 habitants) dans huit pays.^[64] Plus de 450 intervenants en matière d'accueil des réfugiés et fournisseurs de services généraux ont participé à cette formation et l'ont trouvée utile. Les programmes de parrainage communautaire, qui se développent souvent dans ces régions, feraient bien d'inscrire leur formation dans le cadre d'efforts plus généraux afin que les villes renforcent leurs capacités non seulement pour le parrainage communautaire, mais aussi plus largement pour l'accueil des migrants et des réfugiés. Ces programmes devraient aussi être liés aux approches régionales afin de réaliser des économies d'échelle, de mettre en commun les capacités communes et les services. Les cours de langue pour adultes illettrés, les programmes de santé mentale et les cours de conduite peuvent être mieux organisés au niveau régional que local, par exemple.

PRÉPARATION DES RÉFUGIÉS ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL AVANT L'ARRIVÉE

Un élément qui peut aider à favoriser l'inclusion et la cohésion sociales (dans les grandes comme dans les petites villes) est une solide préparation des communautés d'accueil et des réfugiés parrainés avant leur arrivée. L'orientation culturelle avant le départ, pratique commune dans le cadre de la réinstallation traditionnelle, désigne les mesures et interventions qui donnent aux réfugiés des informations sur le voyage qu'ils sont sur le point d'entreprendre ainsi que sur le pays de destination (culture, langue, cuisine, météo, conditions socioéconomiques, etc.). Cette orientation peut durer quelques heures ou quelques jours et est donnée dans le pays de premier asile, habituellement peu avant le départ. Elle donne aux réfugiés l'opportunité de discuter des différences culturelles et de réfléchir à l'avance à la manière de tirer le meilleur parti de leur nouvel environnement. Dans le parrainage communautaire, l'orientation culturelle est une opportunité d'expliquer soigneusement le rôle et les responsabilités des groupes d'accueil et, plus largement, l'installation, mais aussi d'obtenir des informations pertinentes sur les réfugiés parrainés afin d'améliorer la préparation dans les communautés d'accueil et de faciliter le placement des réfugiés dans les communautés adéquates (voir ci-dessous pour plus de détails sur le « matching »).

Les programmes de parrainage communautaire en Europe ont fourni une l'orientation culturelle de différentes manières. Les différentes initiatives de parrainage ont toutefois une chose en commun, le fait que la société civile a joué un rôle dans cette orientation culturelle : par exemple, Caritas International (Caritas Belgique) a donné une formation culturelle complète aux réfugiés parrainés en Turquie et Caritas Italiana a quant à elle donné une orientation culturelle formelle sur l'Italie en Éthiopie. Les expériences de parrainage communautaire et de réinstallation montrent que l'orientation culturelle est plus efficace lorsqu'elle est étroitement liée à la phase post-arrivée, raison pour laquelle la participation des acteurs de la société civile qui fournissent des services post-arrivée est si précieuse.^[65] Tous les acteurs impliqués

dans le parrainage communautaire, y compris les organisations et groupes de parrainage principaux, devraient se familiariser avec le contenu et le message de l'orientation culturelle afin de garantir une transition aisée.

Étonnement, les groupes d'accueil et les bénévoles ont tout autant besoin, voire plus, d'une orientation culturelle. En plus de comprendre les questions liées à l'installation, comme les processus juridiques pertinents, les bénévoles et les groupes d'accueil doivent se préparer à l'engagement interculturel et aux autres compétences relationnelles. Il est par exemple important de les former sur l'origine culturelle et religieuse des réfugiés, sur le maintien des limites et le respect de la vie privée et de l'autonomie des nouveaux arrivants.

« Cette famille nous a beaucoup donné ; elle a complètement changé les liens qui nous unissent dans la paroisse. Lorsque nous avons décidé à l'unanimité d'accueillir une famille de réfugiés, quelle que soit leur religion, nous nous sommes serré les coudes et tout le monde a proposé de l'aide, content de pouvoir participer. L'excitation est montée d'un cran quand nous avons reçu l'information officielle qu'une famille allait bientôt arriver. À partir de ce moment-là, nous avons aimé cette famille, sans presque rien savoir d'elle. »

— Gérard Clerc, bénévole en France

Dans de nombreux cas, la grande motivation des bénévoles peut submerger les réfugiés, susceptibles de vouloir un peu de temps et d'espace pour s'adapter à leur nouvelle réalité et reconstruire leur vie, et les bénévoles et groupes d'accueil doivent en être conscients. Une grande partie de cette préparation peut être effectuée dans le cadre de la formation et du soutien décrits ci-dessus, fournis par des ONG professionnelles ou les acteurs gouvernementaux. Cependant, la préparation des communautés d'accueil devrait idéalement aller au-delà des

groupes d'accueil pour s'étendre aux écoles, prestataires de soins de santé, voisins et autres acteurs locaux, que les réfugiés parrainés nouvellement arrivés sont susceptibles de rencontrer. En Italie, par exemple, après avoir trouvé un logement pour des réfugiés qui allaient arriver sous peu, les groupes d'accueil et organisations principales ont informé les voisins sur le programme de couloirs humanitaires et cherché à répondre à leurs peurs et inquiétudes potentielles quant aux nouveaux arrivants.

CONCLURE DES PARTENARIATS LOCAUX PAR LE BIAIS D'UN ENGAGEMENT MULTI-ACTEURS

Une partie importante de la préparation des communautés locales implique donc de toucher un large éventail d'acteurs locaux afin de les informer, de les consulter et de les soutenir quand cela est possible. Le parrainage communautaire crée en effet l'opportunité de conclure de nouveaux partenariats au niveau local, ce qui peut permettre de soutenir l'installation des réfugiés dans la communauté puisque le soutien et le réseau social sur lequel ils reposent sont ainsi élargis. Étant donné que les autorités locales constituent souvent le point d'accès aux services publics (par exemple, à l'éducation, aux soins de santé, aux allocations sociales), les groupes d'accueil sont plus efficaces

lorsqu'ils nouent de bonnes relations avec ces autorités. Une fois arrivés, les réfugiés doivent visiter les bureaux de tous ces acteurs, souvent accompagnés par un membre du groupe d'accueil, et il est très utile d'avoir un contact ou un point central qui est au courant du programme de parrainage.

Cela indique que les parrainages peuvent entraîner un effet domino et mener à des partenariats plus larges avec des acteurs locaux qui ne participaient pas au départ. De même, les plateformes de coordination ou groupes communautaires utiles existent déjà très probablement dans les communautés d'accueil et peuvent

fournir une myriade de connaissances et de ressources. Les groupes de diaspora, les organisations locales, les syndicats, les universités et les petites entreprises peuvent tous créer de nouvelles opportunités - souvent inattendues - et apporter de l'aide. À ce jour, les groupes de parrainage ont déclaré avoir obtenu des bourses d'études universitaires, un soutien financier, des opportunités d'emploi et d'apprentissage de la langue, ce qui n'était pas prévu au départ, tout simplement en communiquant avec un éventail d'acteurs et en concluant des partenariats stratégiques.

DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS

La diversification des sources de financement est nécessaire pour s'assurer que les bénévoles n'assument pas seuls tous les frais financiers du parrainage. Conclure des partenariats avec le secteur privé est une option qui s'est avérée utile à la fois en termes de financement (par exemple, Air France a participé à la prise en charge des frais de transport aérien dans le cadre des couloirs humanitaires en France) et d'accès aux opportunités d'emploi et de stage. Les fondations privées peuvent aussi jouer un rôle important dans le soutien apporté aux groupes de parrainage et à diverses initiatives. En outre, un financement public adéquat est également essentiel. Au Canada, par exemple, le gouvernement octroie des subventions aux signataires d'entente de parrainage (SEP) et finance la formation. Différents fonds européens, comme le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) et le Fonds social européen (FSE), pourraient aussi être ouverts à l'idée de soutenir le parrainage communautaire et les efforts de cohésion communautaire dans un proche avenir et à promouvoir les investissements dans les services et les capacités d'intégration d'une région particulière, afin de favoriser une approche plus globale.



© Max Hirzel-Haytham/Caritas Italie

« MATCHING » DES RÉFUGIÉS PARRAINÉS AVEC LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Une autre action importante que les acteurs du parrainage peuvent entreprendre afin de favoriser l'inclusion sociale consiste à examiner attentivement le « matching » des réfugiés parrainés avec les groupes d'accueil. Le placement et le « matching » sont également importants pour la réinstallation, dans le cadre de laquelle les pays européens utilisent une variété de systèmes pour déterminer où dans le pays d'accueil les réfugiés nouvellement arrivés seront installés. L'expérience de la réinstallation nous apprend que le placement qui tient compte des besoins et du potentiel des réfugiés et des communautés d'accueil peut avoir une influence positive sur les futures voies d'intégration et jeter les bases de l'accueil de réfugiés supplémentaires à l'avenir.^[66]

De même, les acteurs du parrainage communautaire examinent soigneusement quels réfugiés parrainés associer avec quels groupes d'accueil. Outre les liens familiaux, de nombreux facteurs sont à considérer dans le choix du placement des réfugiés. Premièrement, les programmes de parrainage doivent déterminer qui

est responsable du « matching »: la société civile (parrains principaux, ONG), le gouvernement ou, si possible, les deux. Dans le programme français de couloirs humanitaires, par exemple, les parrains principaux sont parvenus à se coordonner pour assurer un placement minutieux des réfugiés qui arrivent. En outre, les programmes devraient chercher à utiliser les informations à la fois sur les communautés d'accueil et les services disponibles (par le biais des plans d'installation et des applications des groupes d'accueil) ainsi que sur les profils des réfugiés (par le biais de l'identification, la sélection et l'orientation culturelle).

Divers critères devraient être respectés dans ce processus. Pour les réfugiés, cela inclut tout d'abord le logement (par exemple la taille, l'accessibilité aux personnes qui ont des besoins spécifiques) et les soins médicaux (par exemple, la distance par rapport à l'hôpital ou la disponibilité d'un soutien spécialisé, si nécessaire). Si possible, le « matching » devrait aussi prendre en compte l'origine culturelle et religieuse (par exemple, la

distance par rapport à une mosquée) ainsi que les objectifs et souhaits des réfugiés en matière d'éducation et d'emploi. Par exemple, les réfugiés qui étaient agriculteurs dans leur pays d'origine préféreront peut-être être installés en zone rurale alors que les jeunes adultes célibataires préféreront les zones urbaines et, si leurs études supérieures ont été interrompues par un conflit, ils aimeraient peut-être habiter près d'une université.

Les communautés d'accueil ont également des besoins, auxquels un placement intelligent peut répondre. Par exemple, les régions dont les besoins du marché du travail sont particuliers peuvent accueillir des réfugiés en mesure d'occuper ces postes.^[67] Pour les réfugiés des zones rurales, une future carrière dans l'agriculture est par exemple peut-être plus appropriée. De même, les communautés qui font face à un déclin de leur population peuvent accueillir des familles avec enfants, ce qui permet aux écoles locales de rester ouvertes (comme cela a été le cas dans quelques communautés en France). Une perspective régionale, qui a

pour but de placer les nouveaux arrivants dans plusieurs municipalités proches, s'est également avérée précieuse pour la réinstallation: les villes peuvent mettre en commun ou échanger des ressources pertinentes (par exemple, des cours de langue), ou un acteur régional peut coordonner la prestation de services. En fin de compte, il n'existe évidemment pas de parfaite adéquation et les réfugiés et les communautés d'accueil devront travailler ensemble pour tirer le meilleur parti de leur situation.

LE « MATCHING » DES RÉFUGIÉS VULNÉRABLES EN FONCTION DES SERVICES EN ITALIE

Dans le programme de couloirs humanitaires qui fait entrer des réfugiés d'Éthiopie en Italie, les organisations participantes accordent une attention particulière au « matching ». Les responsables analysent de près le profil personnel des personnes parrainées afin de mieux comprendre et identifier leur origine, leur histoire personnelle et leurs besoins, ce qui permet au programme d'apporter un soutien aux personnes qui ont d'importants problèmes de santé. L'histoire de Hailu démontre la valeur de ce « matching ». Hailu vivait avec sa mère et ses frères dans le camp de réfugiés Mai-Ayni en Éthiopie avant de se rendre en Italie grâce au couloir humanitaire depuis l'Éthiopie. La famille a d'abord passé quelques semaines à Addis-Abeba pour passer des examens médicaux, et a ensuite voyagé avec le premier groupe de 113 personnes vers Rome. Hailu est sourd et, pour cette raison, sa famille a été placée à Cossato, une petite ville du nord de l'Italie, où Hailu et ses frères peuvent aller à l'Institut général de Cossato, qui donne des cours de langue des signes. L'école est un exemple d'inclusion: tous les étudiants ne sont pas sourds, mais ils apprennent tous la langue des signes. Le programme de couloir humanitaire est parvenu à répondre soigneusement aux besoins de Hailu et de sa famille grâce aux opportunités de la communauté d'accueil, ce qui contribue à une intégration positive.

ENGAGEMENT INTERCULTUREL APRÈS L'ARRIVÉE

L'engagement continu envers l'inclusion et la cohésion sociales après l'arrivée des réfugiés s'est avéré précieux. Les rencontres entre les familles de réfugiés et les communautés d'accueil n'ont pas toujours été faciles: les nouveaux arrivants peuvent vivre un choc culturel, sans parler des éventuels traumas, les pertes et les conflits en cours dans le pays d'origine. D'un autre côté, les groupes de parrainage et les communautés d'accueil peuvent avoir des attentes ou préjugés préalables sur les réfugiés et ils peuvent être perturbés par les croyances et traditions qui sont nouvelles et inconnues pour eux. Néanmoins, ces rencontres, si elles se déroulent intelligemment, peuvent aider les réfugiés et les communautés d'accueil à développer une compréhension mutuelle et sont essentielles pour mettre enfin un terme aux craintes et préjugés des deux côtés.^[68]

Afin de faciliter ces interactions de manière positive, la plupart des programmes de parrainage ont travaillé avec des médiateurs culturels. Les médiateurs culturels professionnels agissent en tant qu'interprètes, non seulement pour la langue, mais aussi pour la culture; ils améliorent la compréhension et aident à dissiper les malentendus et les tensions. Les médiateurs culturels ont souvent la même origine que les réfugiés, ils comprennent donc bien souvent ce que les nouveaux arrivants peuvent ressentir ou vivre. De plus, les groupes de parrainage et les parrains principaux ont également estimé utile de participer à un dialogue, une médiation et une formation interculturels et interconfessionnels. Les rencontres de plusieurs groupes de parrainage et de réfugiés nouvellement arrivés peuvent, avec

l'aide des médiateurs culturels, aider à surmonter les divisions ou les malentendus et créer un environnement plus sûr où les réfugiés se sentent plus à l'aise quand ils évoquent leurs inquiétudes ou émettent des plaintes.

DIALOGUE ET ÉCHANGE INTERCULTUREL EN BELGIQUE

Caritas International (Caritas Belgique) organise des rencontres de dialogue interculturel entre les groupes d'accueil et les réfugiés parrainés. Lors de l'une de ces rencontres, en août 2018, les groupes d'accueil et les réfugiés ont été initialement séparés en plusieurs groupes pour encourager tout un chacun à parler librement. Ensuite, ils se sont tous retrouvés pour discuter davantage et déjeuner, avec de la nourriture syrienne. Une bénévole belge a exprimé son inquiétude quant à la difficulté de soutenir une famille qui se décourageait et les autres lui ont proposé des suggestions et des conseils. Dans le groupe de réfugiés, un médiateur culturel a posé des questions telles que: « Comment trouvez-vous la Belgique? Êtes-vous heureux ici? Comment décririez-vous vos conditions de vie? » afin que le groupe s'ouvre. Les participants, qui étaient enthousiastes à l'idée de se rassembler en groupe pour la première fois depuis leur vol vers la Belgique, ont discuté de leurs difficultés à s'adapter à une nouvelle langue et une nouvelle culture et du fait d'avoir le mal du pays. Ce faisant, ils ont mis en avant leur sentiment de sécurité, leur gratitude et leurs espoirs pour l'avenir.

COURS DE LANGUE ET ACCÈS À L'EMPLOI

Outre une bonne préparation et les opportunités de dialogue, s'assurer que l'apprentissage de la langue et que des opportunités d'emploi soient facilement accessibles favorisera aussi l'inclusion sociale dans les communautés d'accueil, étant donné que ces deux éléments sont essentiels à la création d'un réseau social et au retour de l'autonomie et de l'indépendance. Tous les programmes de parrainage ont cherché à faciliter l'accès aux cours de langue et à l'emploi de différentes manières. Dans le programme britannique, le groupe de parrainage doit mentionner dans son plan d'installation un professeur qualifié pour donner des cours d'anglais comme langue étrangère. En Belgique, en France et en Italie, les réfugiés parrainés peuvent participer à des cours de langue financés par l'État (par exemple 400 heures de cours en France). En outre, les bénévoles animent souvent des cours particuliers et des tables de conversation informelles. Dans ces programmes, il est clair que l'intensité des interactions sociales entre les réfugiés et les groupes de parrainage favorise l'apprentissage et mène à une amélioration considérable de la maîtrise de la langue.



© Christophe Hargoues/ Secours Catholique-Caritas France

APPRENDRE LA LANGUE AVEC LES BÉNÉVOLES

Les exemples de bénévoles qui aident les réfugiés parrainés à apprendre la langue abondent : un groupe d'accueil en France a organisé un roulement de bénévoles pour apprendre le français aux réfugiés, avec l'aide d'un professeur retraité, et garder les enfants au cours de l'été qui a suivi l'arrivée des réfugiés parrainés. En Belgique, un professeur retraité s'est porté bénévole pour aider une famille à apprendre le néerlandais : une fois par semaine, ils se rendent ensemble au marché pour pratiquer le néerlandais de manière informelle et goûter les spécialités locales. Pour apporter du soutien aux bénévoles qui donnent des cours de langue pour la première fois, le Conseil de l'Europe a créé une boîte à outils^[69] disponible en plusieurs langues.

Les réfugiés parrainés, comme tant d'autres migrants et réfugiés qui viennent d'arriver, font face à des défis dans leur recherche d'un emploi stable. Il est encore relativement tôt pour examiner les résultats en matière d'emploi concernant les réfugiés parrainés en Europe.

Cependant, l'expérience du Canada laisse penser que les groupes de parrainage permettent de proposer des réseaux sociaux très précieux qui aident les réfugiés parrainés à trouver un emploi plus rapidement que ceux qui arrivent par le biais de la réinstallation traditionnelle.^[70] Au-delà du fait de trouver un emploi, les réfugiés parrainés nouvellement arrivés

peuvent aussi bénéficier d'opportunités de formation, de stages, de bénévolat et de travail indépendant.

Dans ce chapitre, nous avons discuté des approches visant à favoriser la cohésion sociale dans les communautés qui accueillent les réfugiés parrainés. Le parrainage communautaire offre en effet d'importantes opportunités de renforcement de la solidarité et de l'inclusion locales, à la fois de manière directe, en facilitant l'intégration sociale et économique des réfugiés parrainés, et indirecte, en sensibilisant la population sur les réfugiés et en facilitant les rencontres entre réfugiés et communautés d'accueil.

S'il est peut-être trop tôt pour évaluer l'impact du parrainage et son effet sur la cohésion sociale en Europe, les leçons tirées au Canada sont nombreuses à cet égard. À la suite des efforts de réinstallation de réfugiés syriens au Canada de 2015 à 2017, approximativement un Canadien sur trois a déclaré parrainer un réfugié ou connaître quelqu'un qui l'a fait ; et après des dizaines d'années à parrainer des réfugiés, une nette majorité de Canadiens (62 %) estime que le pays devrait continuer à accepter le même nombre ou plus de réfugiés qu'en 2015.^[71] L'exemple canadien indique que les rencontres facilitées par le parrainage communautaire peuvent aider à déconstruire dans la population « la peur des étrangers » et les idées négatives préconçues sur les migrations.

« Mon épouse a dû arrêter ses études à cause de la guerre », explique Robin. Khloud continue : « Je veux continuer à étudier ici [en Belgique], mais je dois d'abord apprendre le néerlandais. En Syrie, j'étudiais la pédopsychologie. Ici, je vais peut-être étudier une matière plus pratique pour pouvoir commencer rapidement à travailler et à gagner de l'argent ».

— Robin et Khloud, des réfugiés parrainés en Belgique



© Caritas Belgique

Perspective d'analyse et voie à suivre

Les programmes de parrainage communautaire doivent à l'avenir prendre en compte les réussites et les leçons tirées jusqu'à présent et devraient reprendre les meilleurs éléments de chacune des trois approches qui ont vu le jour. Comme mentionné plus haut, quelques questions restent sans réponse: l'additionnalité à la réinstallation, le cadre de partenariat, la structure de coordination des acteurs de la société civile, le contrôle de qualité et les normes minimales et, enfin, la question de qui parrainer (« nomination »). Ce chapitre examine ces questions plus en détail à partir des leçons tirées des trois approches.

VOIES COMPLÉMENTAIRES ET SUPPLÉMENTAIRES À LA RÉINSTALLATION

Selon sa structure, le parrainage communautaire peut constituer un moyen légal de proposer des places de protection venant s'ajouter à la réinstallation à destination de groupes supplémentaires (par exemple, certaines nationalités ou ethnies, déplacés internes) et d'étendre les capacités d'intégration à de nouvelles villes dans les pays d'accueil. De plus, les programmes de parrainage ont le potentiel de croître puisqu'ils encouragent les groupes de parrainage potentiels à être plus ambitieux et à s'organiser pour faire intervenir le plus grand nombre de personnes possible. À cet égard, l'additionnalité permet aux gouvernements de faire preuve d'une solidarité accrue et de contribuer à des solutions complémentaires durables pour accueillir plus de réfugiés – et aux citoyens de jouer un rôle crucial dans le développement de cette solidarité.

Évidemment, le parrainage communautaire reste toujours précieux, même lorsque les places de protection fournies ne s'ajoutent pas à la réinstallation. Les politiques de protection, qui adoptent une approche globale et intègrent la réinstallation et les voies complémentaires, sont en effet préférables aux politiques ad hoc, car elles permettent une meilleure planification et utilisation des ressources. Toutefois, sans transparence quant aux engagements et au nombre d'arrivées, le parrainage court le risque de devenir un mécanisme utilisé par les gouvernements pour négliger leurs engagements en matière de réinstallation.



© Max Hirzel-Haytham/Caritas Italie

RECOMMANDATIONS

Afin de maximiser la solidarité et les bénéfices du parrainage communautaire, les futurs programmes de parrainage devraient non seulement constituer un moyen d'accueillir les nouveaux arrivants, mais aussi une **voie légale pour proposer des places de protection supplémentaires.**

CADRE DE PARTENARIAT ET COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES RESPONSABILITÉS DE L'ÉTAT EN MATIÈRE D'ASILE

Un second point d'attention pour les décideurs politiques et les professionnels qui conçoivent les programmes de parrainage est le type de cadre de partenariat que le programme utilisera. Le parrainage communautaire est, par définition, un partenariat public-privé. Toutefois, le type de partenariat a jusqu'à présent varié considérablement en termes de portée, de rôles attribués à chacun des acteurs et de degré d'ouverture et de transparence envers les acteurs externes. Comme discuté ci-dessus, les cadres de partenariat de ces trois approches du parrainage communautaire développées en Europe (à savoir en Belgique, en France, en Italie, au Royaume-Uni, en Irlande et en Allemagne) diffèrent fortement de l'une à l'autre et présentent divers degrés de flexibilité et d'ouverture.

Outre les rôles de base attendus de la part du gouvernement (par exemple, l'octroi du statut de protection) et de la société civile (par exemple, le soutien à l'intégration locale), il existe de nombreuses façons de conclure un partenariat entre le gouvernement et la société civile et de répartir les rôles et responsabilités. Les structures de financement peuvent par exemple varier considérablement.

Dans certains cas, une somme d'argent doit être récoltée par chacun des groupes d'accueil alors que, dans d'autres, les parrains principaux fournissent la totalité du financement ou des entreprises privées financent certaines parties du programme.

Plus généralement, le cadre de partenariat devrait refléter la complémentarité du parrainage communautaire avec la responsabilité de l'État dans le cadre de l'acquis communautaire en matière d'asile et avec le système de sécurité sociale. Comme expliqué ci-dessus, l'esprit du parrainage communautaire est en effet d'augmenter le nombre de places de protection en partenariat avec l'État, et non de transférer les responsabilités de l'État aux acteurs privés. Les programmes de parrainage communautaire devraient garantir l'accès à un statut juridique durable, ainsi qu'aux mêmes droits que les réfugiés non parrainés. De plus, il est important que les bénévoles complètent le travail des travailleurs sociaux, au lieu de les remplacer. Une coopération accrue entre les bénévoles, les services sociaux et les autorités de l'État est donc essentielle, tout comme un investissement continu de l'État dans les services sociaux et les programmes d'intégration pour les réfugiés.

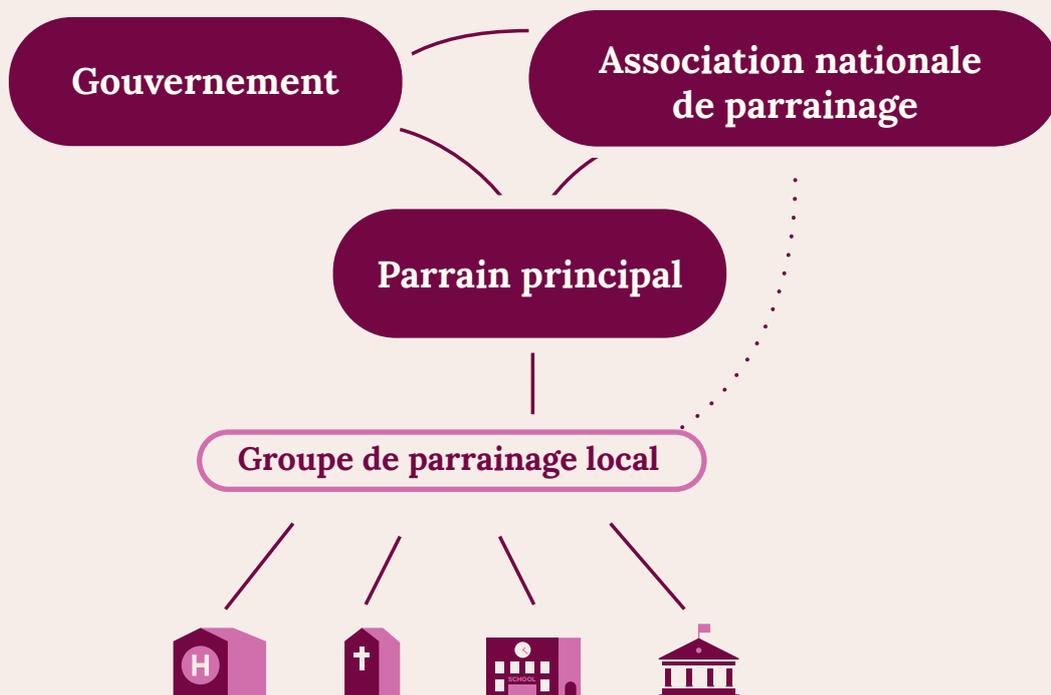
RECOMMANDATIONS

La structure du cadre devrait répondre aux critères suivants :

- 1) **Le cadre doit être transparent** et indiquer clairement qui est responsable de quoi et pour combien de temps, dans un souci de cohérence et de clarté à la fois pour les réfugiés, les groupes d'accueil et les acteurs gouvernementaux. Le statut juridique accordé aux réfugiés parrainés devrait mener à une solution durable et donner accès aux mêmes droits que les autres réfugiés.
- 2) **Le cadre doit être ouvert** à la création d'un espace dédié à l'engagement multi-acteurs et à la croissance au-delà de la phase pilote initiale afin de favoriser la durabilité.
- 3) **Le cadre doit mettre en place des mécanismes de coordination et de consultation flexibles** afin d'assurer la confiance mutuelle du gouvernement et de la société civile. Un organisme de coordination peut jouer un rôle central pour proposer des formations, harmoniser les pratiques et favoriser l'interaction entre le gouvernement et la société civile. En même temps, il est essentiel de maintenir un degré suffisant de flexibilité pour que les parties prenantes puissent s'adapter aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil, en constante évolution. Au fond, le parrainage communautaire est une initiative locale menée par les communautés et le cadre de partenariat doit s'inscrire dans cet esprit.

De plus, le cadre de partenariat du parrainage communautaire ne devrait **jamais être conçu dans le but de faire passer les responsabilités de l'État aux acteurs privés en diminuant le rôle de l'État en matière d'asile et d'accueil des réfugiés**. Le cadre devrait venir **compléter les services publics et les programmes d'intégration de l'État** en assurant une coopération et une communication efficaces entre tous les acteurs impliqués.

Travailler ensemble pour que le parrainage communautaire réussisse : coordination de tous les acteurs impliqués.



COORDINATION DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Un autre point essentiel à la réussite et à la croissance du parrainage communautaire est la manière dont les acteurs de la société civile coordonnent leur action et s'approprient le programme. L'analyse de toutes les approches du parrainage communautaire indique que le rôle joué par les groupes d'accueil prend souvent plus ou moins la même forme (à savoir des contributions financières associées à un soutien à l'installation). En effet, les groupes d'accueil n'ont pas besoin de réinventer la roue et peuvent en apprendre énormément des autres groupes ou acteurs qui sont déjà passés par un processus semblable. Plus largement, lorsque les acteurs de la société civile se soutiennent mutuellement, cela peut également permettre au programme de parrainage de croître et de se développer. Lorsqu'un groupe d'accueil se forme, cela encourage d'autres personnes de la même région ou du même réseau à constituer elles aussi un groupe d'accueil.

En outre, lorsque les groupes d'accueil coopèrent, ils deviennent aussi plus efficaces dans la défense des programmes. En Belgique, tous les principaux groupes religieux du pays ont su s'unir devant le gouvernement pour recommander les couloirs humanitaires. En Irlande, 15 ONG ont constitué la Refugee and Migrant Coalition (Coalition des réfugiés et des migrants), qui leur permet de militer ensemble en faveur du parrainage auprès du gouvernement. Les coalitions d'acteurs de la société civile organisées et unies ont en effet été essentielles à la création de tous les programmes

de parrainage jusqu'à aujourd'hui, et leur unité constante sera nécessaire à la croissance et au développement de ces programmes sur le long terme.

Mais, en pratique, comment assurer au mieux la coopération entre les acteurs de la société civile ? L'expérience du Canada et de l'Europe indique que plusieurs mécanismes de coordination différents peuvent être précieux. Les structures de coordination pratiques ou au niveau local peuvent prendre la forme de ressources et de boîtes à outils (en ou hors ligne), de séances d'information, d'assistances téléphoniques pour répondre aux questions, ainsi que l'intervention des professionnels ou des bénévoles pour examiner les candidatures et aider les groupes à remplir les formulaires requis. Nous avons déjà discuté de cela à plusieurs reprises dans cette publication, y compris, par exemple, l'organisation Reset au Royaume-Uni, la ligne téléphonique de Caritas International en Belgique, le point de contact pour la société civile (ZKS) en Allemagne ou encore le réseau d'accueil de réfugiés syriens, organisé par la Fédération de l'Entraide Protestante. À un niveau supérieur, la coordination des acteurs de la société civile peut comprendre la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer envers le gouvernement ou de structures communes, qui mettent en commun les ressources (par exemple, un professeur de langue qui travaille dans plusieurs groupes d'accueil ou le partage de solutions informatiques de sauvegarde).

Ces structures de coordination ont donné les meilleurs résultats lorsqu'il existait déjà un réseau qui permettait aux structures de coordination de s'appuyer sur l'infrastructure existante. Par exemple, au Royaume-Uni, l'Église catholique a pu trouver une œuvre caritative partenaire dans chacun des 22 diocèses d'Angleterre et du Pays de Galles pour devenir parrain principal pour les groupes d'accueil potentiels. Cela s'est avéré précieux pour plusieurs raisons: premièrement, cela permet un contrôle centralisé au sein de chaque diocèse. Deuxièmement, les politiques et les procédures peuvent être partagées par tous les groupes de parrainage de chaque diocèse; en retour, cela crée un modèle catholique uni à l'échelle nationale, où toutes les œuvres caritatives diocésaines sont représentées au sein d'un groupe directeur national et ont l'occasion de partager leurs ressources et d'échanger les bonnes pratiques. Troisièmement, le réseau de l'Église permet aux citoyens ordinaires d'éviter de devoir s'enregistrer eux-mêmes comme œuvre de charité ou de trouver leur propre parrain. Enfin, le réseau rassure le groupe de parrainage, le diocèse et le gouvernement quant au fait que les projets sont gérés efficacement par une œuvre caritative expérimentée et efficace, avec laquelle une relation de confiance a déjà été nouée.^[72]

De plus, les programmes de parrainage qui permettent aux groupes de parrainage d'accréditer d'autres groupes sont également utiles pour favoriser la croissance, comme cela a été le cas avec le système de signataires d'entente de parrainage (SEP) du Canada et la potentielle approche de parrainage multi-acteurs au Royaume-Uni. Ces mécanismes permettent aux organisations qui participent déjà au parrainage communautaire d'accroître leur portée et de promouvoir le parrainage plus largement tout en réduisant les responsabilités bureaucratiques des groupes de parrainage locaux, comme les formulaires à remplir.

RECOMMANDATIONS

Les programmes de parrainage à venir devraient **mettre en place des mécanismes de coordination** pour que les groupes d'accueil apprennent les uns des autres et encouragent d'autres à mettre sur pied leurs propres groupes, mais aussi pour que les groupes d'accueil deviennent des promoteurs du parrainage communautaire.

Les futurs programmes devraient également envisager **de créer des mécanismes de « parrain principal »**, qui permettent aux groupes d'accueil expérimentés d'accréditer d'autres groupes et de se porter candidat en leur nom.

NORMES ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Les structures de coordination décrites ci-dessus contribuent à faire croître le programme en termes de nombre, mais les programmes de parrainage à venir doivent aussi se pencher sur la qualité du programme. Les acteurs gouvernementaux et de la société civile doivent coopérer pour garantir que les programmes de parrainage adhèrent aux normes minimales et aux niveaux de base en matière de qualité, sans toutefois étouffer la créativité organique nécessaire au parrainage communautaire en créant de lourdes et pénibles procédures bureaucratiques.

Les programmes futurs doivent tirer les leçons des expériences décrites au chapitre deux et devraient mettre en place des structures de sauvegarde, de suivi et d'évaluation ainsi que soutenir les parrains tout en laissant de la place à l'expérimentation des communautés locales. Ces structures peuvent prendre la forme de systèmes de suivi et d'évaluation ou requérir des plans d'installation à décrire dans les applications (comme dans les programmes britannique et allemand).

SUIVI ET ÉVALUATION

Jusqu'à présent, les programmes de parrainage communautaire ont mis sur pied différents systèmes d'évaluation, qui contribueront sans aucun doute à un précieux apprentissage dans les mois et années à venir. Le couloir humanitaire italien depuis l'Éthiopie est soumis à une étude qualitative de cinq ans (2018-2023), réalisée par la Notre Dame University (États-Unis) en partenariat avec Caritas Italiana. L'étude a pour objectif de comprendre si, et comment, le projet contribue à l'intégration des réfugiés en Italie. Pour ce faire, elle analyse les expériences des réfugiés et examine les facteurs qui permettent ou empêchent l'intégration. L'étude comprend des entretiens avec tous les adultes impliqués dans le programme (réfugiés, bénévoles, professionnels, interprètes, médiateurs culturels, etc.) à la fois au début et à la fin de la période de recherche ainsi que cinq à dix études de cas plus approfondies. D'autres programmes ont également mis en place des mécanismes d'évaluation. En Allemagne, par exemple, le centre de recherche de l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) prévoit de procéder à une évaluation des résultats immédiats du programme pilote. Le couloir humanitaire français a cherché à en apprendre davantage à partir d'un questionnaire distribué aux groupes de parrainage et aux réfugiés au moins trois mois après leur arrivée. Le taux de réponse du questionnaire français est de 80 %, ce qui indique que non seulement les conclusions de ces évaluations sont précieuses, mais aussi que les participants au parrainage communautaire (à savoir les réfugiés et les parrains) sont désireux de donner un retour d'informations et de contribuer à l'amélioration continue des programmes.^[73]

Le logement est un exemple d'équilibre entre la promotion de la créativité et le respect de normes minimales de qualité. Les programmes irlandais et britannique exigent des parrains qu'ils trouvent un logement abordable (couvert par les allocations de l'État). Au Royaume-Uni, le logement doit aussi répondre à certaines autres normes (par exemple, une entrée privative). Comme décrit ci-dessus, le manque cruel de logements abordables (à titre d'exemple, plus de 70 000 familles sont sur liste d'attente pour obtenir un logement social en Irlande^[74]) représente un défi et peut ralentir la mise en œuvre. Dans le programme de couloir humanitaire italien, en revanche, les parrains ont plus de flexibilité pour trouver un logement: bien que cela reste difficile, le programme laisse plus de place aux solutions innovantes. Assurer la liaison avec les associations du logement et trouver des logements gratuits ou à faible coût par le biais des communautés paroissiales ou les réseaux sociaux locaux se sont par exemple révélés efficaces: en 2018, seuls 15% des réfugiés parrainés vivaient dans des logements loués au secteur privé dans le cadre du programme de couloir humanitaire, alors que 85% avaient accès à un logement gratuit ou à faible coût par le biais du diocèse ou des contacts au sein de la communauté.^[75] Le programme pilote allemand tente quant à lui de trouver un juste milieu: le logement doit être abordable, mais différents types sont possibles, et les parrains ne doivent financer qu'une partie des frais pour pouvoir soumettre leur candidature. Le programme pilote allemand cherche donc à trouver un équilibre pour que les normes minimales soient respectées, sans que les groupes de parrainage soient ralentis par la charge administrative importante ou des critères inflexibles.

LOGEMENTS PARTAGÉS EN ITALIE

L'Italie a adopté plusieurs approches innovantes pour loger les réfugiés parrainés. Par exemple, dans la ville toscane de Lucca, un enseignant retraité a proposé de prêter - gratuitement - sa résidence secondaire à une famille de Syrie. À Rome, la *Casa Miriam-Betlemme*,^[76] un petit bâtiment d'habitation communautaire dans lequel des familles temporairement en crise (souvent en rapport avec la santé) vivent avec des familles qui offrent accompagnement et soutien, accueille actuellement une famille somalienne parrainée.

Un autre exemple marquant est le projet de Caritas, *Protetto - Rifugiato a Casa Mia* (Protégé - Un réfugié chez moi), et sa suite, *Fra Noi* (Entre nous), en cours depuis 2014.^[77] Ce projet permet aux communautés, aux paroisses et aux familles d'accueillir des réfugiés adultes pour une période limitée, jusqu'à ce qu'ils regagnent leur autonomie. Il a pour but de favoriser l'intégration, qui va véritablement dans les deux sens, entre les communautés et les réfugiés, et de soutenir l'inclusion sociale des réfugiés. Un travailleur social envoyé par l'organisation Caritas et les diocèses locaux accompagne, guide et soutient les familles. Le projet permet aussi aux bénévoles de la communauté locale de payer ensemble le loyer pour accueillir une famille ou un individu dans un appartement privé à proximité. Le projet *Protetto* a été lancé en 2014 par l'organisation nationale, Caritas Italiana. Il comptait alors quelque 200 bénéficiaires et s'est depuis développé avec succès: les antennes locales de Caritas mettent actuellement en œuvre le projet dans toute l'Italie et des milliers de réfugiés ont été accueillis. «*Le meilleur moment*», a expliqué Roberta Messina, qui a accueilli un jeune homme chez elle, à Biella, en Italie, «*est celui où il est véritablement devenu un membre de notre famille*».^[78]



© ANSA/Franco Lammio

RECOMMANDATIONS

La société civile et le gouvernement doivent travailler ensemble pour s'assurer que des **mécanismes de sauvegarde et de responsabilisation existent** et que les parrainages répondent aux **normes minimales**. Dans le même temps, la **flexibilité** est essentielle pour que les groupes de parrainage gardent leur motivation et élaborent des solutions créatives au niveau local.

QUI PARRAINER ? LA QUESTION DE LA « NOMINATION »

Le cinquième point dans le débat sur le parrainage communautaire est la question de qui parrainer et nommer. Différents modèles ont été décrits dans cette publication. Les programmes de regroupement familial permettent aux parrains de désigner des membres de leur famille étendue. Les couloirs humanitaires reposent quant à eux sur les orientations effectuées par les organisations partenaires qui opèrent au Liban, en Jordanie, en Turquie et en Éthiopie, et les programmes structurés se basent sur les orientations du HCR.

Comme discuté ci-dessus, nous avons vu au Canada, en Allemagne et en France que les programmes de parrainage basés sur le regroupement familial ont réussi à faire entrer un grand nombre de réfugiés rapidement et efficacement. Au Canada, les réfugiés déjà réinstallés qui demandent à parrainer des membres de leur famille constituent un facteur reconnu de l'énorme succès du programme.^[79] En même temps, les programmes de parrainage communautaire qui sont uniquement ouverts aux membres de la famille de certaines communautés ou nationalités (par exemple les programmes irlandais, allemand et français basés sur le regroupement familial) ne parviennent pas à cibler véritablement les réfugiés vulnérables qui ont besoin de protection. De plus, si les critères de sélection des réfugiés à parrainer ne sont pas clairs ni transparents ou si une discrimination est perçue lors de leur identification ou de leur sélection, cela peut avoir des conséquences négatives sur l'environnement protecteur dans les pays de premier asile et dans le pays de destination.

Dans ce chapitre, nous avons discuté de la meilleure manière pour les décideurs politiques et les professionnels de concevoir les programmes de parrainage afin de garantir leur durabilité et leur réussite. Les programmes doivent à l'avenir chercher à prendre en compte les leçons tirées des approches passées et reprendre les éléments les plus efficaces. Le tableau ci-dessous résume les points principaux que nous avons examinés (l'additionnalité, le cadre de partenariat, les structures de coordination de la société civile, le contrôle de qualité, l'identification et la nomination et, enfin, le soutien à la cohésion sociale) dans chacune des trois approches du parrainage communautaire ainsi que nos recommandations sur la façon d'aborder ces questions dans le cadre des programmes à venir.

Recommandations

Les programmes de parrainage devraient **bénéficier aux réfugiés vulnérables et ayant des liens familiaux**, y compris de groupes spécifiques comme les étudiants ou les minorités religieuses, raciales, ethniques et autres et, dans tous les cas, les programmes de parrainage **doivent présenter des critères de sélection transparents**. L'expérience indique que cette approche va encourager un large éventail d'acteurs à parrainer des réfugiés - y compris des familles, des communautés religieuses, des ONG spécialisées et d'autres groupes de citoyens - ce qui pousse les programmes de parrainage à croître et à se développer. En même temps, faire en sorte que les programmes de parrainage ciblent les réfugiés vulnérables permettrait d'assurer que le parrainage contribue à répondre aux besoins de protection mondiaux et exprime la solidarité.

ABORDER LES POINTS CLÉS DU PARRAINAGE COMMUNAUTAIRE : TROIS APPROCHES → NOS RECOMMANDATIONS

Point clé	Parrainage basé sur le regroupement familial	Couloirs humanitaires	Parrainage communautaire basé sur la réinstallation	Nos recommandations
Additionnalité	Oui	Oui	Non, à l'exception du projet pilote allemand et du programme britannique à partir de 2020	Le programme de parrainage communautaire devrait augmenter le nombre de places de protection
Cadre de partenariat	Cadre fermé (habituellement seulement ouvert à la famille), réglementé, avec un lourd fardeau pour les membres de la famille qui parrainent	Cadre fermé (quotas uniques, signataires du protocole d'accord comme parrains principaux), moins réglementé et moins transparent	Cadre ouvert, réglementé, avec des structures de responsabilisation intégrées (mais souvent complexes)	Cadre ouvert, réglementé, avec des structures de responsabilisation intégrées
Structures de coordination de la société civile	Coordination non intégrée, mais réseaux d'ONG informels	Coordination non intégrée, mais réseau et formation fournis par les parrains principaux	Coordination et formation intégrées, formation et mise en réseau d'acteurs de la société civile supplémentaires en développement	Coordination et formation intégrées, avec flexibilité pour la croissance/le développement avec le temps
Contrôle de qualité	Les normes ne sont souvent pas définies ou suivies systématiquement	Les normes ne sont souvent pas définies ou suivies systématiquement	Les normes sont définies et suivies systématiquement par le gouvernement	Les normes sont définies et suivies systématiquement par le gouvernement et les acteurs de la société civile
Identification et nomination	Les membres de la famille désignent les réfugiés à parrainer	Des ONG spécifiques identifient les réfugiés à parrainer	Orientations du HCR	Orientations du HCR et opportunités pour la famille, les ONG et d'autres acteurs d'identifier les réfugiés parrainés sur la base de critères transparents
Soutien à la cohésion sociale	Les parrains de la famille étendue contribuent à l'intégration, mais le parrainage crée souvent un lourd fardeau pour la famille et peut ne pas inclure la communauté locale	Le parrainage peut contribuer à l'intégration et à la cohésion sociale dans la communauté locale, mais cela se produit à divers degrés en fonction de la situation locale et des efforts des parrains	Le parrainage peut contribuer à l'intégration et à la cohésion sociale dans la communauté locale, mais cela se produit à divers degrés en fonction de la situation locale et des efforts des parrains	Les programmes de parrainage peuvent accroître la cohésion sociale en favorisant la formation et le soutien des groupes de parrainage et en prévoyant une solide préparation des réfugiés et des communautés d'accueil

■ ■ Conclusions et recommandations

Comme discuté dans cette publication, le parrainage communautaire est devenu réalité en Europe et le nombre de programmes pilotes lancés au cours des dernières années a augmenté. Au cours de la période à venir, les bonnes pratiques et les leçons tirées jusqu'à présent peuvent donc mener à l'engagement renouvelé des ONG, des églises et des citoyens à participer aux programmes de parrainage communautaire et, plus largement, au développement des voies complémentaires. En retour, cela résultera en une augmentation des admissions de réfugiés ainsi qu'en l'amélioration de leur accueil et de leur intégration, ce qui transforme les villes locales d'Europe en des communautés plus inclusives. De plus, le Pacte mondial pour les réfugiés et la Stratégie triennale peuvent également guider les acteurs pour qu'ils s'engagent, dans le cadre d'un engagement mondial, à protéger les réfugiés.

Alors que des arrangements ad hoc ont été pris pour gérer les parrainages au cours des dernières années, les gouvernements européens et la société civile devraient à présent investir dans la création de cadres transparents et inclusifs à moyen et long terme pour permettre aux programmes de croître et de se développer. Le groupe de travail sur le parrainage communautaire du réseau SHARE soutient pleinement la croissance continue du parrainage communautaire et invite les acteurs européens, nationaux, régionaux et locaux à prendre en compte les recommandations suivantes.

DÉFINIR DES OBJECTIFS CLAIRS POUR LES PROGRAMMES DE PARRAINAGE

Plusieurs voies complémentaires se développent en Europe en même temps. Dans certains cas, les programmes de parrainage se recoupent avec d'autres programmes complémentaires. Il est donc nécessaire de fixer clairement les objectifs et la portée de ces programmes afin de mesurer la réussite et d'accroître le nombre d'admissions de réfugiés. Nous définissons le parrainage comme une voie légale associée à un soutien à l'intégration.

❖ Le parrainage peut être un programme à part entière ou une partie d'un programme de réinstallation plus large. Quoi qu'il en soit, afin d'améliorer la transparence dans la manière dont les pays établissent leurs quotas et mettent en œuvre les programmes de réinstallation et de voies complémentaires, **les programmes de parrainage devraient fixer des objectifs clairs** (par exemple, des chiffres, groupes et nationalités cibles) qui permettent de responsabiliser les acteurs et d'assurer le suivi des programmes, particulièrement dans le cadre de programmes financés par l'UE.

❖ Les programmes de parrainage ne devraient **pas remplacer les voies d'admission déjà existantes pour les réfugiés**, telles que le regroupement familial, et ne devraient **pas non plus se substituer à l'accès à l'asile**.

❖ Les futurs programmes de parrainage devraient **venir compléter et s'ajouter à la réinstallation**. Les programmes de parrainage devraient également cibler des groupes, nationalités et profils qui s'ajoutent à ceux ciblés par les programmes traditionnels de réinstallation.

QUI PEUT ÊTRE PARRAINÉ ? IDENTIFICATION ET « NOMINATION »

Que le programme parraine des réfugiés identifiés et orientés par le HCR ou par des ONG, des églises, des membres de la famille ou d'autres, les critères d'identification et de sélection des personnes à parrainer doivent être clairs et transparents.

❖ Afin d'assurer la durabilité à long terme, les programmes de parrainage devraient **tout d'abord bénéficier aux réfugiés vulnérables orientés selon les critères de soumission du HCR** dans le cadre des programmes traditionnels de réinstallation. Le parrainage doit aussi offrir des opportunités pour **les cas de réfugiés liés par des liens familiaux** et les programmes devraient prévoir que les réfugiés parrainés aient la possibilité, plus tard, de parrainer des membres de leur propre famille ou de leur communauté.

❖ **Les programmes de réinstallation gérés et financés par les gouvernements doivent cibler les réfugiés les plus vulnérables**, conformément aux critères de vulnérabilité établis par le HCR. Les réfugiés extrêmement vulnérables peuvent aussi être accueillis et soutenus par des programmes spéciaux ou de filières qui combinent la réinstallation et le parrainage communautaire et garantissent ainsi un soutien supplémentaire par le biais de ressources privées. Étant donné que des prestataires de services professionnels sont nécessaires pour aider les réfugiés nouvellement arrivés qui ont de sérieux besoins médicaux, les programmes de parrainage doivent créer des liens solides et établir une répartition claire des rôles avec les services professionnels.

❖ **Les critères de sélection devraient être clairement communiqués à tous les acteurs**. Les personnes parrainées devraient être bien informées sur le programme avant de se rendre dans le pays d'accueil, particulièrement sur le statut juridique et les possibilités en matière de regroupement familial, le cas échéant.

❖ **Une solide orientation culturelle** doit être fournie aux réfugiés et aux communautés d'accueil avant le départ et après l'arrivée.

DÉFINIR UN CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les cadres de partenariat entre le gouvernement, la société civile (par exemple les organisations de la société civile et les églises) et le secteur privé devraient être explicites, transparents et ouverts, et prévoir des mécanismes de coordination flexibles. Au fond, le parrainage communautaire est une initiative locale menée par les communautés, qui demande donc un véritable partenariat mettant tous les acteurs impliqués sur un pied d'égalité.

❖ Le cadre de partenariat devrait **déterminer clairement les rôles et les responsabilités** de l'État, des acteurs locaux, des parrains principaux et des groupes de parrainage, ce qui inclut les responsabilités relatives au soutien à l'installation proposé, la durée du partenariat, le suivi et les mécanismes de sauvegarde.

AUTO-GOUVERNANCE À LONG TERME DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Afin de favoriser des programmes de parrainage durables de haute qualité, les acteurs de la société civile devraient mettre en place des mécanismes d'auto-gouvernance et de coordination. Ces structures peuvent contribuer à améliorer l'intégration et l'inclusion sociale favorisées par les programmes de parrainage. Les groupes tels que les étudiants, les organisations de défense des droits humains, les employeurs, les organisations professionnelles, les communautés de diaspora et les familles de réfugiés déjà installés devraient être encouragés à participer au parrainage communautaire. Ces nouveaux partenariats et l'engagement plus large permettront aux programmes de parrainage de s'étendre et de se développer sur l'ensemble des territoires.

❖ Les programmes de parrainage devraient envisager **de créer des mécanismes d'accréditation des parrains principaux**, qui permettent aux groupes d'accueil expérimentés d'accréditer d'autres groupes de citoyens et de bénévoles locaux émergents et de se porter candidat en leur nom. Ces mécanismes permettent d'agrandir la base de parrainage et de réduire la paperasserie pour les groupes de parrainage locaux.

❖ Au niveau national, **les organisations de parrainage et les acteurs de la société civile devraient également mettre au point des mécanismes d'auto-gouvernance** inspirés du modèle canadien de parrainage, à savoir le système de signataires d'entente de parrainage (SEP). Cela permettrait aux groupes d'accueil d'apprendre les uns des autres et de devenir des promoteurs du parrainage communautaire. Les gouvernements devraient accorder un financement et des ressources suffisantes à ces associations nationales de parrainage, par exemple par le biais du Fonds asile, migration et intégration ou de financements privés.

❖ **Une formation permanente de qualité** devrait être donnée aux groupes de parrainage. Les formations devraient porter notamment sur la **gestion des attentes et le dialogue interculturel**, la formation des bénévoles et l'élaboration de plateformes multi-acteurs pour renforcer la coopération et les synergies parmi les différents acteurs, y compris les gouvernements locaux et le secteur privé.

APPROCHES RÉGIONALES DE L'INTÉGRATION

De nombreuses petites municipalités et zones rurales commencent actuellement à participer à l'accueil de réfugiés qui arrivent par le biais du parrainage communautaire et d'autres voies. Cet engagement est une évolution positive et est à encourager. Toutefois, les régions qui reçoivent des réfugiés pour la première fois font face à des opportunités et défis uniques et ont donc besoin de soutien. Dans de nombreux cas, il est positif que le soutien, le financement et la planification s'effectuent au niveau régional.

❖ **L'engagement à long terme** dans le parrainage communautaire et l'accueil de réfugiés (y compris la planification et le financement à long terme) devrait être envisagé dans les **régions qui commencent à accueillir des réfugiés**, afin d'accorder suffisamment de temps et d'investissement à l'élaboration de systèmes de soutien nécessaires. Pour ce faire, il faudra conclure des **partenariats plus solides avec les autorités locales et les organismes régionaux** afin de garantir un engagement à long terme et d'éviter des efforts ponctuels.

❖ **Des cadres d'intégration** qui comprennent des systèmes d'accueil de réfugiés parrainés devraient être mis au point aux niveaux régional et local.

❖ **Les municipalités qui commencent seulement à accueillir des réfugiés devraient recevoir un soutien** afin d'accroître leurs capacités pour que **les prestataires de services généraux soient équipés pour soutenir les réfugiés parrainés**. Afin de réaliser des économies d'échelle lors de l'investissement dans l'accroissement des capacités, les acteurs régionaux peuvent être mobilisés pour soutenir plusieurs municipalités dans un territoire donné.

❖ L'engagement envers le parrainage communautaire devrait garantir **des liens avec le Fonds social européen plus (FSE+) et d'autres fonds régionaux** qui promeuvent l'insertion sur le marché du travail et la cohésion sociale et territoriale ou l'engagement des simples citoyens.

❖ **Les fonds européens (FAMI, FSE+) qui ont pour but d'apporter un soutien lors de l'accueil et de l'intégration devraient être plus facilement accessibles pour les autorités locales et les organisations de la société civile** qui participent aux programmes de parrainage communautaire. Les procédures et exigences relatives à des financements plus limités devraient être moins contraignantes. Une attention particulière devrait être accordée au renforcement des partenariats relatifs à la fourniture de services et au soutien à l'intégration dans les petites municipalités et les zones rurales.

ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS ET SOUTIEN À L'INSTALLATION APPORTÉ PAR LES ACTEURS PRIVÉS

Les programmes de parrainage communautaire devraient améliorer la coopération entre les services sociaux publics d'une part et les ONG et les bénévoles d'autre part pour que les programmes de parrainage complètent les services publics au lieu de les remplacer.

❖ Les réfugiés parrainés devraient bénéficier **des mêmes droits et avantages** (par exemple, l'accès aux allocations sociales et aux services publics) que les autres réfugiés et se voir octroyer **un statut juridique sûr et durable**.

❖ S'il est vrai que les groupes de parrainage jouent un rôle important dans l'accès au logement et dans le soutien à l'intégration pendant une période déterminée, **il est nécessaire que les gouvernements investissent durablement dans les logements sociaux et les programmes d'accueil et d'intégration des réfugiés** pour garantir l'inclusion des réfugiés et la cohésion sociale à long terme.

❖ Lors du « matching » **des réfugiés avec les groupes d'accueil, les programmes de parrainage devraient être sensibles aux besoins et au potentiel tant des réfugiés que des communautés d'accueil** afin de garantir l'accès à des services adéquats et de favoriser l'inclusion sociale dans les communautés d'accueil. Les groupes d'accueil doivent par exemple s'assurer que les cours de langues et les opportunités d'emploi et de formation soient facilement accessibles. Les programmes de soutien aux réfugiés doivent prendre en compte les défis particuliers rencontrés dans les zones plus reculées, y compris en ce qui concerne les services destinés aux femmes et aux jeunes, les programmes qui garantissent une plus grande mobilité et l'accès à des cours de conduite, etc.

LE SOUTIEN DE L'UNION EUROPÉENNE AUX PROGRAMMES DE PARRAINAGE

Afin d'assurer la croissance des programmes de parrainage, l'UE a un rôle important à jouer en soutenant des programmes structurés selon des objectifs clairs.

❖ **La Commission européenne devrait soutenir l'engagement multi-acteurs** et l'échange de pratiques prometteuses, qui incluent un large éventail d'acteurs (par exemple, les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, les organisations de la société civile, la diaspora et d'autres associations de défense des réfugiés, le HCR et l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM)).

❖ **Il est nécessaire que les organisations de la société civile et les communautés locales reçoivent un soutien pratique et financier adéquat** pour tirer parti de leur souhait de participer au parrainage communautaire. De même, les financements européens devraient soutenir les mécanismes d'auto-gouvernance des associations de parrainage nationales et de la société civile, comme nous l'avons décrit ci-dessus.

❖ L'UE devrait **clarifier, dans le règlement sur la réinstallation** actuellement en discussion, dans quelle mesure des **financements peuvent être alloués aux parrainages et autres voies complémentaires**.

❖ L'UE devrait **soutenir les cadres d'intégration pour le parrainage** (et, plus généralement, pour l'accueil des réfugiés) dans les régions nouvellement impliquées et/ou reculées.

❖ **L'échange de pratiques prometteuses** au niveau européen doit être garanti au moyen d'échanges structurés entre pairs, de projets pilotes innovants ainsi que de la recherche et de l'évaluation.

Notes de fin

- 1 HCR, *Global trends. Forced displacement in 2018* (Tendances mondiales. Déplacements forcés en 2018), juin 2019, <https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf>
- 2 Actuellement, dans le monde, les réfugiés prolongés restent dans cette situation pendant 26 ans en moyenne, Voir HCR, 2017: https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/events/coordination/15/documents/papers/14_UNHCR_nd.pdf
- 3 HCR, *Global trends. Forced displacement in 2018* (Tendances mondiales. Déplacements forcés en 2018), juin 2019, <https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf>
- 4 International Rescue Committee, *Forging a common path: A European approach to the integration of refugees and asylum-seekers* (Créer une voie commune: Une approche européenne de l'intégration des réfugiés et demandeurs d'asile), juillet 2018, <https://www.rescue-uk.org/sites/default/files/document/1735/ircsurvivingtothriving-final.pdf>
- 5 OIM, *Surveillance des flux en Europe*: <http://migration.iom.int/europe?type=arrivals>
- 6 HCR, *Desperate Journeys. Refugees and migrants arriving in Europe and at Europe's borders* (Voyages du désespoir: L'arrivée des réfugiés et des migrants en Europe et aux frontières de l'Europe), janvier-décembre 2018, <https://www.unhcr.org/desperatejourneys>
- 7 ONU, *Résolution adoptée par l'Assemblée générale, Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants*, 19 septembre 2016, <https://www.unhcr.org/fr/591ae6f84>
- 8 ONU, *Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Pacte mondial sur les réfugiés*, 2018, https://www.unhcr.org/gcr/GCR_French.pdf
- 9 HCR, *The Three-Year (2019-2021) Strategy on Resettlement and Complementary Pathways* (Stratégie triennale (2019-2021) sur la réinstallation et les voies complémentaires), juin 2019, <https://www.unhcr.org/5d15db254.pdf>
- 10 Conformément au droit international relatif aux droits de l'Homme, le principe de non-refoulement garantit qu'aucun réfugié ne soit refoulé vers un pays où il ferait face à la torture, à un traitement cruel, inhumain ou dégradant, à des sanctions ou à d'autres préjudices irréparables. Ce principe s'applique à tous les migrants à tout moment, quel que soit leur statut migratoire <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/GlobalCompactMigration/ThePrincipleNon-RefoulementUnderInternationalHumanRightsLaw.pdf>
- 11 Les catégories de soumissions pour la réinstallation décrites au chapitre 6 du Manuel de réinstallation du HCR sont les suivantes: Besoins de protection juridique et/ou physique; Survivants de violences et/ou tortures; Besoins médicaux; Femmes et filles dans les situations à risque; Regroupement familial; Enfants et adolescents dans les situations à risque; Absence d'autres solutions durable à court terme. Voir Manuel de réinstallation du HCR, <https://www.unhcr.org/fr/5162da949.pdf>
- 12 HCR, *Global trends. Forced displacement in 2018* (Tendances mondiales. Déplacements forcés en 2018), juin 2019, <https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf> et HCR, *Projected global resettlement needs 2019* (Projection des besoins de réinstallation mondiaux 2019), 2008, <http://www.unhcr.org/protection/resettlement/5b28a7df4/projected-global-resettlement-needs-2019.html>
- 13 Commission européenne, *Recommandation relative à l'amélioration des voies d'entrée légales pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale*, 27 septembre 2017, <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/3/2017/FR/C-2017-6504-FI-FR-MAIN-PART-1.PDF>
- 14 Commission européenne, *Des résultats en matière de réinstallation*, 20 juin 2019, https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/20190619_managing-migration-factsheet-delivering-resettlement_fr.pdf
- 15 ICMC Europe, *Welcome to Europe: A Comprehensive Guide to Resettlement* (Bienvenue en Europe: Un guide complet de la réinstallation en Europe), juillet 2013, http://www.resettlement.eu/sites/icmc.ttp.eu/files/ICMC%20Europe-Welcome%20to%20Europe_0.pdf
- 16 L'Autriche, le Danemark, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ne se sont pas engagés à réinstaller des réfugiés dans le cadre du programme de réinstallation de 50 000 réfugiés.
- 17 Ce sujet est abordé dans le document d'orientation d'ERN+, *Expanding complementary pathways of admission for persons in need of international protection* (Élargir les voies complémentaires d'admission pour les personnes qui ont besoin d'une protection internationale), 2017, <http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Humanitarian%20Admission%20Programmes%20in%20Europe%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20of%20admission%20for%20persons%20in%20need%20of%20international%20protection.pdf>
- 18 ERN, *Student Scholarships for Refugees* (Bourses d'études pour réfugiés), décembre 2017, http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Student%20Scholarships%20for%20Refugees%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20of%20admission%20to%20Europe_0.pdf
- 19 Document d'orientation d'ERN+, *Private Sponsorship in Europe. Expanding complementary pathways for refugee resettlement* (Parrainage privé en Europe. Expansion des voies complémentaires de réinstallation des réfugiés), septembre 2017, <http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Private%20Sponsorship%20in%20Europe%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20for%20refugee%20resettlement.pdf>
- 20 Initiative mondiale de parrainage de réfugiés, 2017, <http://refugeesponsorship.org/fr/parrainage-communautaire>
- 21 Hyndman, Payne et Jimenez, *Parrainage privé pour les réfugiés au Canada*, 2017, <https://www.fmrreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/fr/reinstallation/hyndman-payne-jimenez.pdf>
- 22 Le pourcentage exact de réfugiés parrainés via le parrainage privé au Canada qui sont liés au regroupement familial varie d'une année à l'autre, mais est estimé à entre 62% et plus de 90%. Voir Tom Denton, «Unintended consequences of Canada's private sponsorship of refugees program» (Les conséquences imprévues du programme de parrainage privé de réfugiés du Canada), 9 septembre 2013, http://www.hhrmupg.org/opinion/unintended-consequences-of-canada-s-private-sponsorship-of-refugees-program_102 Et voir Gouvernement du Canada, *Évaluation des programmes de réinstallation* (Programme des RPG, PPPR, Programme mixte des RDBV et PAR), 7 juillet 2016, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programmes-reinstallation.html>
- 23 Gouvernement du Canada, *Avis – Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2019-2021*, 2018 <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2019.html>
- 24 Gouvernement du Canada, *Évaluation des programmes de réinstallation* (Programme des RPG, PPPR, Programme mixte des RDBV et PAR), 7 juillet 2016, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programmes-reinstallation.html>
- 25 Environics Institute, *Canada's World Survey 2018* (Enquête mondiale du Canada 2018), avril 2018, <https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/canada-s-world-2017-survey>
- 26 Commission européenne, *Eurobaromètre Standard 88. Opinion publique dans l'Union européenne*, novembre 2017, <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/general/doChangeLocale/locale/fr/curEvent/Survey.getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2143>; et Commission européenne, *Special Eurobarometer 469: Intégration des immigrés dans l'Union européenne*, avril 2018, <https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/survey/getsurveydetail/instruments/special/surveyky/2169>

27 Commission européenne, *Plan d'action pour l'intégration des ressortissants de pays tiers*, 7 juin 2016, <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-377-FR-FI-1.PDF>

28 Commission européenne, *Communication relative à la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration*, 27 septembre 2017, <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-558-FI-FR-MAIN-PART-1.PDF>

29 Commission européenne, *Study on the feasibility and added value of sponsorship schemes as a possible pathway to safe channels for admission to the EU, including resettlement (Étude sur la faisabilité et la valeur ajoutée des programmes de parrainage en tant que voie d'accès possible à des canaux sûrs d'admission dans l'UE, y compris la réinstallation)*, octobre 2018, <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/1dbb0873-d349-11e8-9424-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-77978210>

30 Ils admettaient des personnes qui n'étaient pas visées par les lois européennes relatives au regroupement familial (c'est-à-dire la directive relative au regroupement familial, qui concerne les membres de la famille nucléaire).

31 La déclaration d'engagement du programme allemand indique que les parrains assument l'entière responsabilité financière (hors soins de santé) des parrainés pendant cinq ans. De même, le programme SHAP comprend une déclaration d'engagement qui établit que les parrains sont responsables de tous les frais pour une période illimitée.

32 Les ministères français de l'Intérieur et des Affaires étrangères ont publié en août 2014 une note explicative qui donnait pour instruction aux consulats français de Bagdad et d'Erbil d'octroyer des visas humanitaires aux membres des minorités persécutées en Irak dont des membres de la famille vivent en France ou qui ont des liens avec la France ou qui sont particulièrement vulnérables, bien que les critères de vulnérabilité n'aient pas été précisés. De nombreux réfugiés irakiens arrivés en France entre 2008 et 2012 ont utilisé une disposition semblable afin d'être réunis avec leur famille élargie.

33 Pour plus d'informations sur les programmes allemand et irlandais, voir le document d'orientation d'ERN+, *Private Sponsorship in Europe. Expanding Complementary pathways for refugee resettlement (Parrainage privé en Europe. Expansion des voies complémentaires de réinstallation des réfugiés)*, septembre 2017, <http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Private%20Sponsorship%20in%20Europe%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20for%20refugee%20resettlement.pdf> et pour des informations sur le programme français, voir l'étude de faisabilité d'ERN+, *Vers un modèle de parrainage privé en France*, 2018, <http://resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Etude%20de%20faisabilit%C3%A9%20sur%20le%20d%C3%A9veloppement%20du%20parrainage%20priv%C3%A9%20en%20France.pdf>

34 Voir par exemple Tom Denton, « *Unintended consequences of Canada's private sponsorship of refugees program* » (Les conséquences imprévues du programme de parrainage privé de réfugiés du Canada), 9 septembre 2013, http://www.hhrmvpq.org/opinion/unintended-consequences-of-canada-s-private-sponsorship-of-refugees-program_102

35 Secours Catholique Caritas France, *Hébergement citoyen des personnes réfugiées*, 2019, https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/pla_couloirs_humanitaires.pdf

36 EMN Ireland, *Resettlement of refugees and private sponsorship in Ireland (Réinstallation de réfugiés et parrainage privé en Irlande)*, 2016, https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/14a_ireland_resettlement_national_report_en.pdf

37 Voir le site Internet de Fluechtlingspaten, <https://fluechtlingspaten-syrien.de>

38 Un autre programme de couloirs humanitaires a été lancé à Andorre. Voir par exemple Sant'Egidio, <https://www.santegidio.org/pagelID/30284/langID/fr/itemID/25448/Couloirs-humanitaires--Andorre-ouvre-aussi-ses-portes-aux-r%C3%A9fugi%C3%A9s.html>

39 Federazione delle chiese evangeliche in Italia (FCEI), *Comunità di Sant'Egidio e Tavola Valdese, 2019, Corridoi umanitari - modello per l'Europa*, <https://www.nev.it/nev/wp-content/uploads/2019/03/Scheda-Corridoi-Umanitari-marzo-2019.docx.pdf>, et des informations fournies par nos partenaires.

40 HCR, *Un programme offre aux réfugiés une voie d'accès sûre et vitale vers l'Italie*, 18 septembre 2019, <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2019/9/5d80f581a/programme-offre-refugies-voie-dacces-s-re-vitale-vers-litalie.html>

41 En pratique, les églises catholique, protestante, évangélique, anglicane et orthodoxe, ainsi que Caritas, Vluchtelingen Ondersteuning (VLOS) Sint-Niklaas et la communauté musulmane, en coopération avec Sant'Egidio, ont agi en tant que parrains principaux, mais seule la Communauté de Sant'Egidio a signé le protocole d'entente avec le gouvernement.

42 Déclaration d'intention sur la mise en place du couloir humanitaire belge, 22 novembre 2017, <https://www.santegidio.be/wp-content/uploads/2019/01/D%C3%A9claration-d'intention-Couloirs-Humanitaires.pdf>

43 Bien que les programmes de couloirs n'accordent pas de statut de protection avant le départ du pays de premier asile, les autorités nationales examinent le dossier des personnes parrainées avant le départ afin d'atténuer les risques potentiels. Les bénéficiaires de programmes de couloirs se voient généralement octroyer le statut de protection plus rapidement que les autres demandeurs d'asile.

44 En Italie, les financements s'effectuent par l'intermédiaire du programme Otto per Mille (par le biais duquel les contribuables contribuent à hauteur obligatoire de 0,08% de leurs revenus annuels aux œuvres caritatives ou organisations religieuses de leur choix) et Caritas Italiana fournit un soutien financier aux branches locales de Caritas pendant un an pour chaque personne parrainée qu'elles reçoivent.

45 En France, l'État apporte un soutien minimal aux demandeurs d'asile au cours de la procédure d'asile après enregistrement (soit quelques semaines). Jusqu'à ce que le statut de réfugié soit reconnu (ce qui peut durer jusqu'à un an), les groupes d'accueil doivent fournir aux parrainés une allocation hebdomadaire d'une hauteur comparable à ce que l'État fournira aux réfugiés après la reconnaissance de leur statut. En outre, les groupes de parrainage doivent s'engager à assurer et à couvrir les frais liés au logement pendant un an, ce qui est un prérequis pour demander un visa humanitaire. En Belgique, les réfugiés parrainés ont uniquement accès à un soutien médical auprès de l'organisme d'asile belge, Fedasil, jusqu'à ce qu'ils reçoivent leur statut de protection (de six à neuf mois environ), qui leur donne alors accès aux allocations d'État. Il est conseillé aux groupes d'accueil d'allouer environ 150 € par semaine pour une famille de quatre personnes.

46 Voir le site Internet de Gandhi Charity, <http://www.gandhicharity.org/en/homepage-english>

47 Caritas Italiana, *Oltre Il Mare*, 2019, http://www.caritas.it/caritasitaliana/allegati/8149/Oltre_il_Mare.pdf

48 Gouvernement britannique, *New global resettlement scheme for the most vulnerable refugees announced (Annonce du nouveau programme mondial de réinstallation pour les réfugiés les plus vulnérables)*, 2019, https://www.gov.uk/government/news/new-global-resettlement-scheme-for-the-most-vulnerable-refugees-announced?utm_source=Reset+Communities+and+Refugees&utm_campaign=7227f8e859-EMAIL_CAMPAIGN_2019_06_16_05_42&utm_medium=email&utm_term=0_15a112cc2d-7227f8e859-80106937

49 Voir, par exemple, Caritas CSAN, *Community Sponsorship Guide (Guide du parrainage communautaire)*, 2018, <http://www.csan.org.uk/wp-content/uploads/2018/01/Caritas-Community-Sponsorship-Guide.pdf> et gouvernement britannique, *Community sponsorship: how you can make it happen (Le parrainage communautaire : comment vous y prendre)*, 2018, <https://www.gov.uk/government/publications/community-sponsorship-how-you-can-make-it-happen>

50 Au Royaume-Uni, les réfugiés parrainés reçoivent des allocations de l'État qui couvrent les frais d'un logement abordable, donc les groupes de parrainage ne doivent pas payer, mais sont plutôt responsables de trouver cet appartement. Les parrains peuvent également choisir d'ajouter un supplément à l'allocation au logement, c'est-à-dire de trouver un logement plus cher et de payer la différence entre les allocations d'État et le coût du loyer.

51 Les réglementations locales sont définies par municipalité. Les acteurs allemands estiment les frais moyens à environ 300-400 € par mois ou 7000-9000 € pendant deux ans.

52 Pour plus d'informations sur le programme pilote irlandais, voir le site Internet du ministère irlandais de la Justice et de l'Égalité, <http://www.integration.ie/en/ISEC/Pages/WP19000003>

- 53 Voir le site Internet de Reset Communities and Refugees, <https://www.resetuk.org>
- 54 Voir le site Internet de Sponsor Refugees, <http://www.sponsorrefugees.org>
- 55 Outre Reset and Sponsor Refugees, les autres organisations qui soutiennent les groupes de parrainage au Royaume-Uni comprennent les organisations suivantes : le Conseil des archevêques de l'Église d'Angleterre, CHARIS, Caritas Social Action Network de l'Église catholique, le Good Faith Partnership, le King's Arms Project, Mercy Mission, Refugee Action, Refugee Council, l'Armée du salut, le Conseil écossais pour les réfugiés, Social Finance et For Refugees.
- 56 The independent, UK to resettle 5,000 more refugees in expanded scheme (Le Royaume-Uni va réinstaller 5000 réfugiés supplémentaires dans le cadre d'un programme étendu), 17 juin 2019, <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/uk-refugee-resettlement-vulnerable-persons-middle-east-a8962046.html>
- 57 Conseil canadien pour les réfugiés, Le programme canadien de parrainage privé des réfugiés : Une fière tradition, un avenir incertain, 2014, <https://ccrweb.ca/sites/ccrweb.ca/files/psr-overview-challenges-fr.pdf>
- 58 Voir le site Internet de l'Université de Bologne, <https://www.umibo.it/en/services-and-opportunities/study-grants-and-subsidies/exemptions-and-incentives/umibo-for-refugees>
- 59 Pour plus d'informations sur le Programme d'étudiants réfugiés de l'EUMC, voir <https://srp.wusc.ca> et les documents d'orientation d'ERN+, Private Sponsorship in Europe. Expanding Complementary Pathways for Refugee Resettlement (Parrainage privé en Europe. Expansion des voies complémentaires de réinstallation des réfugiés), 2017, [http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Private%20Sponsorship%20in%20Europe%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20for%20refugee%20resettlement%20and%20Student%20Scholarships%20for%20Refugees%20\(Bourses%20d%27études%20pour%20réfugiés\).pdf](http://www.resettlement.eu/sites/icmc/files/ERN%2B%20Private%20Sponsorship%20in%20Europe%20-%20Expanding%20complementary%20pathways%20for%20refugee%20resettlement%20and%20Student%20Scholarships%20for%20Refugees%20(Bourses%20d%27études%20pour%20réfugiés).pdf)
- 60 Informations récoltées lors d'entretiens avec les organisations participantes et Euskadi, « Gobierno Vasco, Gobierno español, ACNUR, Caritas y Jesuitas firman un Convenio para promover una experiencia piloto de Patrocinio Comunitario para la acogida e integración de personas refugiadas », 20 juin 2019, <http://www.euskadi.eus/gobierno-vasco/-/noticia/2019/gobierno-vasco-gobierno-espanol-acnur-caritas-y-jesuitas-firman-un-convenio-para-promover-una-experiencia-piloto-de-patrocinio-comunitario-para-la-acogida-e-integracion-de-personas-refugiadas>
- 61 Gouvernement britannique, *New global resettlement scheme for the most vulnerable refugees announced* (Annonce du nouveau programme mondial de réinstallation pour les réfugiés les plus vulnérables), 2019, https://www.gov.uk/government/news/new-global-resettlement-scheme-for-the-most-vulnerable-refugees-announced?utm_source=Reset+Communities+and+Refugees&utm_campaign=7227f8e859-EMAIL_CAMPAIGN_2019_06_16_05_42&utm_medium=email&utm_term=0_15a112cc2d-7227f8e859-80106937
- 62 Gouvernement du Canada, *Évaluation des programmes de réinstallation* (Programme des RPG, PPPR, Programme mixte des RDBV et PAR), 7 juillet 2016, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programmes-reinstallation.html>
- 63 C'est étroitement lié à la question du placement des réfugiés. Voir la conférence du réseau SHARE et la vidéo sur les politiques de placement : <http://resettlement.eu/news/international-conference-hague-netherlands-november-12-%E2%80%93-13-2018>
- 64 Pour plus d'informations sur le réseau SHARE et ses formations, voir le site Internet du Réseau européen de réinstallation, www.resettlement.eu et le rapport suivant sur les formations dans SHARE Magazine http://resettlement.eu/sites/icmc/files/SHARE%20Magazine_issue%20April2019.pdf
- 65 Voir SHARE, *Pre-departure Processing and Cultural Orientation Seminar Conference & Study visit Report* (Séminaire d'orientation culturelle et de traitement avant le départ Séminaire, conférence et visite d'étude Rapport de la visite d'étude), 2018, <http://resettlement.eu/sites/icmc/files/SHARE%20CO%20Seminar%20%26%20Study%20Visit%20Report.pdf> et Migration Policy Institute, *Preparing for the Unknown: Designing Effective Pre-departure Orientation for Resettling Refugees* (Se préparer à l'inconnu : Élaborer une orientation pré-départ efficace pour les réfugiés réinstallés), 2019, <https://www.migrationpolicy.org/research/designing-effective-predeparture-orientation-resettling-refugees>
- 66 Voir les découvertes du réseau SHARE Network à ce sujet : <http://www.resettlement.eu/news/international-conference-hague-netherlands-november-12-%E2%80%93-13-2018> et *Building a resettlement network of European cities and regions. Experience of the SHARE network 2012-2015* (Construire un réseau de réinstallation de villes et régions européennes, Expérience du réseau SHARE 2012-2015), 2015, http://www.resettlement.eu/sites/icmc.ttp.eu/files/Building%20a%20Resettlement%20Network%20of%20Cities%20%26%20Regions_SHARE%20Final%20Publication_0.pdf
- 67 Le « matching » peut créer un lien entre l'évaluation des compétences et des possibilités avant le départ et après l'arrivée.
- 68 Pour plus d'informations sur l'engagement et le dialogue interculturels, voir Caritas Europe, *Recipe Book for Integration* (Livre de recettes pour une intégration réussie), 2017, <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2018/06/ac-ab-caritas-raport-v6-optimised.pdf>
- 69 Conseil de l'Europe, *Accompagnement linguistique des réfugiés adultes : La Boîte à outils du Conseil de l'Europe*, 2017, <https://www.coe.int/fr/web/language-support-for-adult-refugees>
- 70 Gouvernement du Canada, *Évaluation des programmes de réinstallation* (Programme des RPG, PPPR, Programme mixte des RDBV et PAR), 7 juillet 2016, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/evaluations/programmes-reinstallation.html>
- 71 Environics Institute, *Canada's World Survey 2018* (Enquête mondiale du Canada 2018), <https://www.environicsinstitute.org/projects/project-details/canada-s-world-2017-survey>
- 72 Correspondance avec Sean Ryan, Caritas du diocèse de Salford.
- 73 Secours Catholique Caritas France, *Hébergement citoyen des personnes réfugiées*, 2019, https://www.secours-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/pla_couloirs_humanitaires.pdf
- 74 *Rebuilding Ireland, Summary of Social Housing Assessments 2018* (Résumé des évaluations des logements sociaux 2018), https://www.housing.gov.ie/sites/default/files/publications/files/summary_of_social_housing_assessments_2018_-_key_findings.pdf
- 75 Caritas Italiana, *Oltre Il Mare*, 2019, http://www.caritas.it/caritasitaliana/allegati/8149/Oltre_il_Mare.pdf
- 76 Site Internet de Casa Caritas Roma, <http://www.caritasroma.it/miriam-betlemme>
- 77 FraNoi: <https://www.franoi.org>
- 78 Voir la vidéo AJ+ sur Facebook sur le *Refugee at my home project* (Projet « Un réfugié chez moi ») de Caritas, <https://www.facebook.com/watch/?v=813986922076150>
- 79 Tom Denton, « Unintended consequences of Canada's private sponsorship of refugees program » (Les conséquences imprévues du programme de parrainage privé de réfugiés du Canada), 2013, https://www.hhrmvp.org/opinion/unintended-consequences-of-canada-s-private-sponsorship-of-refugees-program_102



Cette publication a été publiée par Caritas Europa, ICMC Europe et les membres du groupe de travail sur le parrainage communautaire du réseau SHARE. Elle a été publiée dans le cadre du projet «SHARE Integration - A Network of (small-size) cities, towns and local actors committed to offering protection and welcome for resettled or relocated refugees in Europe» (Intégration SHARE - Réseau de (petites) villes et d'acteurs locaux qui s'engagent à offrir protection et accueil aux réfugiés réinstallés et relocalisés en Europe), sous la direction d'ICMC Europe.

Cette publication a été financée par le Fonds Asile, Migration et Intégration de l'Union européenne. Le contenu de cette publication reflète l'opinion des auteurs uniquement et relève de leur seule responsabilité. La Commission européenne n'assume aucune responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont présentées.

© ICMC Europe et Caritas Europa, 2019



**Commission internationale
catholique pour les migrations
(ICMC) Europe**

Rue Washington 40,
1050 Bruxelles, Belgique
+32 (0)2 227 97 29
www.icmc.net
secretariat.be@icmc.net



Caritas Europa

Rue de la Charité 43,
1210 Bruxelles, Belgique
+32 (0)2 280 02 80
www.caritas.eu
info@caritas.eu



Cofinancé par le Fond Asile,
Migration et Intégration de
l'Union européenne